



UPA
POUVOIR NOURRIR
POUVOIR GRANDIR
L'Union des producteurs agricoles



Julie Lefort
Les Serres Lefort
Sainte-Clotilde



FORTS ET UNIS Mobilisés comme jamais Page 8	RELÈVE Qui nourrira le Québec de demain? Page 14	SAM TURLUPINE La chronique qui remet les pendules à l'heure Page 18	AU-DELÀ DES CHIFFRES Le Canada doit revoir sa stratégie commerciale Page 32
---	--	---	---



ABITIBI-TÉMISCAMINGUE Contrôle de la sauvagine	MONTÉRÉGIE Mobilisés pour la famille Paul	MAURICIE Un réseau de fermes témoins s'installe	CHAUDIÈRE-APPALACHES Regard sur le forum régional de L'Islet
OUTAOUAIS-LAURENTIDES S'organiser à l'ère des médias sociaux	CENTRE-DU-QUÉBEC Solidaires, engagés et généreux	CAPITALE-NATIONALE-CÔTE-NORD La Capitale se dote d'une vision agroalimentaire	BAS-SAINT-LAURENT Programme d'amélioration des sols
LANAUDIÈRE Un colloque de gestion à ne pas manquer	ESTRIE 5 ^e Rendez-vous de la relève	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN L'UPA du Fjord se démarque	GASPÉSIE-LES ÎLES Opération grande séduction

ÉTONNAMMENT ABORDABLE



ÉCONOMISEZ
jusqu'à **2 500\$** SUR LES
ÉQUIPEMENTS
CAT*



OFFRE EXCLUSIVE AUX MEMBRES DE L'UPA

1 866 462-0526 | hewitt.ca

* Certaines conditions s'appliquent. Rabais allant jusqu'à 2 500\$ applicable sur les modèles éligibles seulement.

PROGRAMME
AVANTAGES

UPA POUVOIR NOURRIR
POUVOIR GRANDIR
L'Union des producteurs agricoles

Hewitt **CAT**

Service par Excellence

EN TÊTE À TÊTE



UN NOUVEAU RENDEZ-VOUS MENSUEL MARCEL GROLEAU, PRÉSIDENT GÉNÉRAL DE L'UNION

Le milieu agricole évolue, tout comme la société. Ce qui était essentiel pour la génération précédente peut très bien être secondaire pour celle d'aujourd'hui. Tout est en mouvement, ce qui nous amène à bouger, à avancer et à nous renouveler. C'est en quelque sorte ce que vous propose L'U, la nouvelle publication de l'Union des producteurs agricoles, qui porte un regard nouveau et plus engagé sur l'actualité syndicale agricole et sur les grands enjeux qui interpellent notre communauté.

Publiée 10 fois l'an, L'U nous permettra d'établir un lien avec tous les agriculteurs et agricultrices du Québec et de leur présenter les divers dossiers et actions menés par nos syndicats locaux et nos fédérations régionales et spécialisées. Complément d'information à *La Terre de chez nous*, L'U sera la nouvelle tribune pour traiter des événements qui font l'actualité agricole dans nos régions et qui meublent notre quotidien. Nous aurons l'occasion de rétablir les faits et de remettre les pendules à l'heure lorsque nos détracteurs attaquent nos outils collectifs de mise en marché, de sécurité du revenu et de gestion des risques sans connaître la réalité du terrain.

En fait, L'U représente une nouvelle façon de vous rejoindre plus directement et traduit bien la volonté de tous les représentants de l'Union de se rapprocher des hommes et des femmes qu'ils représentent. L'U s'inscrit en parfaite continuité avec la démarche amorcée il y a quelques mois et qui nous a conduits *À la rencontre des producteurs* afin de vous présenter et de recueillir vos points de vue.

Au Québec, nous avons la chance d'avoir une organisation qui regroupe l'ensemble des producteurs et productrices. Ce contexte nous permet d'unir nos forces et d'obtenir des résultats concrets, des gains pour tous les agriculteurs. À de nombreuses reprises, j'ai constaté au cours de mes échanges avec les organisations agricoles

des autres provinces et même d'autres pays que notre regroupement fait l'envie de plusieurs. Je reste convaincu que c'est en se regroupant et en agissant ensemble qu'on peut faire avancer les choses.

L'U, qui remplacera les cahiers régionaux de *La Terre de chez nous*, donnera à tous les producteurs et productrices une meilleure idée des différentes réalités régionales. Le Québec agricole est grand et diversifié, et mon souhait est que cette publication nous rapproche les uns des autres.

Avec L'U, je vous convie donc à un nouveau rendez-vous mensuel.

Bonne lecture! ✕

SOMMAIRE

• EN TÊTE À TÊTE	3	• PRÈS DE NOS GENS, PRÈS DU CHAMP	24
• MATIÈRE À RÉFLEXION	4	• LES RÉGIONS EN ACTION	27
• LES GRANDS DOSSIERS DE L'UNION	8	• AU-DELÀ DES CHIFFRES	32
• LA CHRONIQUE DE SAM TURLUPINE	18	• À VOTRE SERVICE	33
• COUP DE CHAPEAU	20	• ÇA SE PASSE CHEZ VOUS	35

L'U est publiée par l'Union des producteurs agricoles. Reflet de la vitalité de l'organisation et de la force de son réseau, elle propose une revue des diverses actions menées par l'Union sur la scène locale, régionale et provinciale. Elle aborde aussi les grands dossiers de l'heure sous l'angle syndical et suscite une réflexion sur des enjeux qui nous concernent tous. Publiée 10 fois l'an, elle est distribuée gratuitement à tous les producteurs et productrices agricoles du Québec. Les photos, illustrations et textes publiés dans L'U ne peuvent être réutilisés sans autorisation.

Pour nous joindre : 555, boul. Roland-Therrien, bureau 100, Longueuil (Québec) J4H 3Y9 / Courriel : lu@upa.qc.ca



Éditeur :
L'Union des producteurs agricoles
Direction des communications
et de la vie syndicale

Impression :
Imprimerie Transmag

ISSN 2369-758X (imprimé)
ISSN 2369-7598 (en ligne)



MATIÈRE À RÉFLEXION

L'AGRICULTURE, MOTEUR ÉCONOMIQUE DES RÉGIONS

AUDREY DESROCHERS
COLLABORATION SPÉCIALE

En 2009, le petit village de Saint-Isidore-de-Clifton en Estrie comptait une vingtaine d'exploitations agricoles. Une étude* commandée par l'Union des producteurs agricoles révèle l'importance de ces entreprises pour l'activité économique de la municipalité. Les citoyens parlent même d'une « disparition du village » advenant la fermeture des entreprises agricoles. Des endroits comme celui-ci, où l'agriculture représente un véritable moteur économique, se comptent par centaines au Québec.

« Il n'y a que l'agriculture pour faire vivre les régions! » lance sans hésiter le directeur général du Centre d'expertise en gestion agricole (CEGA), Patrice Carle. C'est pourquoi, selon lui, il est « extrêmement important » de conserver et de développer ce secteur économique.

Même son de cloche du côté de l'économiste en chef de l'UPA, Charles-Félix Ross. « Quand on dit que l'agriculture est un moteur, c'est non seulement parce que les producteurs dépensent dans leur milieu, mais aussi parce que les employés de la ferme dépensent dans la communauté », explique-t-il. C'est ce qu'on appelle les effets induits.

Au Québec, ces effets induits de l'industrie agroalimentaire représentent à eux seuls plus de 3,5 G\$ de PIB sur les 17 G\$ de retombées totales, soit plus de 20 %.

Comme quoi la production agricole a un impact majeur sur une multitude d'autres secteurs, souligne l'économiste. « Si on enlève cette économie-là d'un village, le trou que ça va faire sera beaucoup plus grand que le simple chiffre d'affaires de la ferme », illustre-t-il.

UNE QUESTION D'EMPLOIS

Pour le vice-président des Marchés agricole et agroalimentaire chez Desjardins, Alain Gagnon, il est clair que le Québec rural s'appuie en bonne partie sur l'activité agricole. « C'est un des secteurs les plus importants. »

Ce secteur est d'ailleurs responsable d'un emploi sur vingt dans la province (200 000 emplois directs, indirects et induits en 2013), ajoute quant à lui M. Ross. « C'est le secteur économique qui génère le plus d'emplois et de richesses au niveau de l'industrie primaire et manufacturière. » ✕

* Mise à jour des retombées économiques de l'agriculture pour le Québec, réalisée par ÉcoRessources en octobre 2014.

La production agricole et la transformation agroalimentaire représentaient

5,9 % *et* **5,1 %**
du PIB québécois des emplois en 2013.

EN COUVERTURE: Les Serres Lefort

Julie Lefort, c'est la relève montante des Serres Lefort. Cette entreprise fondée en 1984 par Sylvain Lefort possède plus de 300 serres à Saint-Clothilde, en Montérégie. Grâce à sa centaine d'employés, elle demeure un chef de file dans la production de transplants de légumes, dans une région que l'on surnomme justement le « jardin du Québec ».

Converties à la biomasse en 2012, Les Serres Lefort ne cessent d'innover. Les plus récentes innovations ont été menées par Julie. Ses bébés? Les poivrons Vôg et la gamme Vôg bio : concombres, laitue et... encore des poivrons! ✕

DES RETOMBÉES MÉCONNUES

Ces retombées économiques sont méconnues du public, estime le maire de Saint-Prime, un petit village où l'agriculture prend une place importante dans l'économie locale. « Je déplore qu'on parle toujours des investissements dans les autres secteurs d'activité, alors qu'on n'entend jamais parler du producteur local qui a investi 1 M\$ pour se moderniser, explique le maire Lucien Boivin. Chez nous, ces investissements ont pourtant des retombées majeures. »

Charles-Félix Ross arrive au même constat. « On ne prend pas suffisamment conscience à quel point l'agriculture est un secteur clé de l'économie du Québec », regrette-t-il.

Il est clair qu'une entreprise agricole ne bénéficie pas de la même réputation qu'une multinationale en termes de retombées économiques. « Il faut considérer l'ensemble des 29 000 fermes du Québec. C'est ensemble qu'on a une importance majeure dans l'économie québécoise. » ✕

« C'est ensemble qu'on a une importance majeure dans l'économie québécoise. »

— Charles-Félix Ross,
économiste en chef et directeur
général adjoint de l'UPA

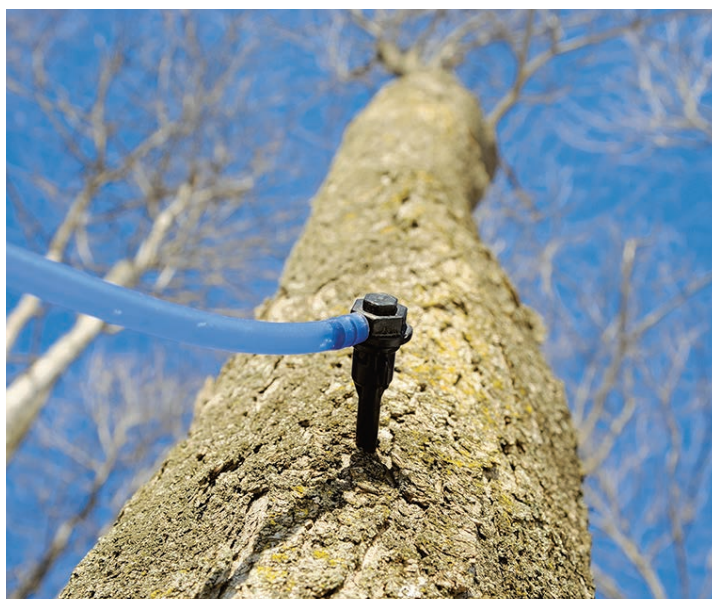


CHAUDIÈRE-APPALACHES

SURFER SUR UNE VAGUE D'EAU D'ÉRABLE

Le secteur acéricole amène de l'eau au moulin pour l'activité manufacturière de la région de Chaudière-Appalaches. « Il y a de nombreuses entreprises qui tirent leur épingle du jeu grâce au dynamisme de l'acériculture dans notre région », souligne le directeur général de l'organisme La Vallée de la plasturgie, Simon Chrétien.

En 2014, cinq entreprises manufacturières de plastique et de métal se concentraient sur la fabrication de tuyauterie, de chalumeaux et d'autres accessoires pour les érablières. Le chiffre d'affaires de ces cinq entreprises a atteint 20 M\$ l'an dernier, indique M. Chrétien. « Ça représente 85 emplois, sans compter les autres entreprises de la région qui ont un volet acéricole plus ou moins important dans leur production. Comme quoi l'agriculture peut aider à stimuler une industrie! » ✕



SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

REDORER LE BLASON DE L'AGRICULTURE

Le maire de la municipalité de Saint-Prime au Saguenay-Lac-Saint-Jean, Lucien Boivin, milite pour redonner à l'agriculture ses lettres de noblesse.

C'est pour souligner l'importance économique de l'agriculture et promouvoir le travail acharné des producteurs que M. Boivin a réuni récemment en conférence de presse les agriculteurs de sa municipalité. « L'agriculture sera toujours là pour nous. Les usines vont fermer, mais il va falloir manger. Alors, il faut valoriser ça », insiste-t-il. ✕



À Saint-Prime, trois producteurs de lait ont investi entre 1 M\$ et 3 M\$ ces dernières années. On ne le souligne pas assez.



« La concertation entre des organisations dont la mission est différente a permis de mettre en commun les efforts dans le but de développer des solutions collectives pour la prospérité de l'agriculture, de la foresterie et de l'ensemble du secteur agroalimentaire. De ce processus de coopération volontaire est né le Plan de développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire de la Mauricie (PDAAM). Cet outil de concertation régionale permet à chacune des organisations partenaires de contribuer à la réalisation d'une vision commune : le développement d'une Mauricie forte et prospère. Le travail est déjà amorcé et les résultats sont fort concluants. Nous travaillons à assurer la pérennité de cet organisme sur notre territoire. »

— Jean-Marie Giguère, président
Fédération de l'UPA de la Mauricie



MAURICIE

LE PDAAM, UN RÉEL LEVIER

Avec les changements entourant les centres locaux de développement et les conférences régionales des élus, le Plan de développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire de la Mauricie (PDAAM) joue son avenir. Ce plan constitue pourtant « un levier significatif » pour l'économie locale, aux dires de sa coordonnatrice, Patricia Lamy.

Depuis sa création, le PDAAM a soutenu plus de 35 projets agroalimentaires. « Chaque dollar investi par le PDAAM génère plus de 2,50 \$ investis par le privé », soutient Mme Lamy. Selon elle, le plan, plus souple que certains programmes gouvernementaux, a aussi eu des retombées positives pour l'agrotourisme, l'emploi et la formation des employés. « Les résultats du PDAAM sont assez éloquentes pour qu'on puisse dire que c'est une nécessité », conclut-elle. ✕

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

QUAND DRAINAGE RIME AVEC RETOMBÉES

Le Programme de soutien au drainage a eu des retombées importantes en Abitibi-Témiscamingue, et plusieurs entrepreneurs s'inquiètent de son éventuelle disparition.

« Grâce à ce programme-là, on a posé de 25 % à 30 % plus de drains », mentionne Normand Vachon, des Entreprises N. Vachon.

Même son de cloche du côté de Transport Beaulé, qui a posé « trois fois plus de drains » à la suite de la mise en place du programme. L'entreprise a aussi engagé 10 personnes et investi 400 000 \$ en équipement, spécifiquement pour répondre à la demande croissante des producteurs, explique l'associé Serge Côté. « C'est ça qui nous a fait rouler cet été. L'agriculture, c'est vraiment un moteur économique dans notre coin », affirme-t-il.

Rappelons que le gouvernement du Québec avait mis en place ce programme, assorti d'une enveloppe de 3 M\$ sur trois ans, pour améliorer le drainage des terres en Abitibi-Témiscamingue. Les dernières subventions ont été accordées en juin 2015. ✕



« En tant que ministre de l'Agriculture, Pierre Paradis doit tenir des propos positifs envers la classe agricole qu'il représente. Il doit rassurer la relève pour les investissements à venir et susciter l'espoir qu'il y a de l'avenir en agriculture. Le gouvernement du Québec doit pour sa part envoyer le signal clair que l'agriculture et l'agroalimentaire font partie de ses priorités et que ce secteur est un moteur économique important pour toutes les régions du Québec. »

— Jacynthe Gagnon, présidente,
Fédération de l'UPA de la Capitale-Nationale-Côte-Nord



LA RECETTE POUR INVESTIR

AUDREY DESROCHERS

COLLABORATION SPÉCIALE

Tous les ingrédients sont réunis pour que le secteur agricole saisisse les opportunités d'affaires. Il ne manque qu'un coup de pouce du gouvernement pour faire lever le gâteau. C'est en ces termes que s'exprime l'économiste en chef de l'Union des producteurs agricoles, Charles-Félix Ross.

Malgré la récession des dernières années, la demande pour les produits agricoles est à la hausse dans le monde et les prix sont bons, indique M. Ross. Selon lui, le secteur agricole québécois a aussi un important savoir-faire, il est organisé et les producteurs profitent de l'expertise des nombreux centres de recherche. « En plus, on a une relève dynamique qui souhaite s'établir, qui est formée pour ça et qui est consciente que la gestion financière est un élément clé de la réussite d'une entreprise », ajoute l'économiste.

À son avis, ces éléments réunis expliquent le fait que les producteurs affichent un haut niveau de confiance à l'égard de l'évolution du secteur et de leur entreprise, ce que confirme d'ailleurs une étude sur la confiance dans l'industrie agroalimentaire au Québec, réalisée par ÉcoRessources.

DES RISQUES À PARTAGER

Malgré cette conjoncture favorable, la croissance des investissements en agriculture a stagné dans les dernières années, souligne Charles-Félix Ross. Selon lui, la cause du problème, c'est l'accroissement des risques liés à l'ouverture des marchés, à la volatilité des prix, à la fréquence des événements climatiques extrêmes et à la biosécurité.

Avant d'investir, les producteurs veulent un meilleur partage de ces risques, dit-il. Ils demandent au gouvernement des programmes et des réglementations qui offrent un environnement d'affaires stable et une sécurité du revenu.

« Ils ont besoin d'une assurance comme quoi, même en cas de pépin, ils n'auront pas à mettre la clé dans la porte », ajoute la directrice générale de la Fédération de la relève agricole du Québec, Magali Delomier.

Lorsqu'ils ont un horizon de stabilité, les producteurs sont plus enclins à réinvestir dans leur entreprise, et les institutions financières sont plus ouvertes à financer ces projets, soutient l'économiste en chef.

Le vice-président des Marchés agricole et agroalimentaire chez Desjardins, Alain Gagnon, abonde en ce sens. Pour lui, un système agricole appuyé par l'État assure une vision à plus long terme et rassure les banquiers.

Selon une étude de la firme ÉcoRessources*, les transferts gouvernementaux ne représentaient que 6,7 % de la valeur de la production au Québec en 2013. C'est le plus bas niveau de soutien enregistré dans les 10 dernières années.

CALCULER LES RISQUES

Pour le directeur général du Centre d'expertise en gestion agricole, Patrice Carle, il ne faut pas attendre les conditions parfaites pour investir. Il faut prendre des risques. « Il faut investir à contre-cycle, conseille-t-il. Tu ne bâtis pas une porcherie quand le prix du porc est à 2,20 \$/kg. Tu investis quand les prix sont à terre. »

M. Carle convient qu'il faut beaucoup de liquidités pour faire ce genre d'investissement.

Charles-Félix Ross estime que les fermes du Québec n'ont pas toutes les reins assez solides pour passer à travers une mauvaise année après un tel investissement. « Les grandes multinationales qui ont les coffres pleins sont capables de compenser. Ce n'est pas le cas de nos fermes familiales. Elles ont besoin que le gouvernement leur dise : "Si tu investis pour les 20 prochaines années, on te garantit qu'on va partager les pertes avec toi." »

Les deux hommes s'entendent néanmoins pour dire que le secteur a un bel avenir devant lui. « Ce n'est pas gagné, mais si on joue bien nos cartes, on a du beau temps devant nous », conclut M. Carle. ✕

* Le soutien agricole au Québec, réalisé par ÉcoRessources en novembre 2014.

Les producteurs demandent trois outils :



Des programmes pour soutenir et sécuriser le revenu

+



Un appui au développement des marchés

+



De l'aide à l'investissement

75 %

des producteurs affichent un haut niveau de confiance quant à l'évolution de leur secteur.



RETOMBÉES ÉCONOMIQUES, SOUTIEN ET CONFIANCE

Pour en savoir plus sur le rôle de premier plan que peut jouer l'agriculture dans le développement du Québec et de ses régions, on peut consulter les trois études réalisées en 2014 par ÉcoRessources sur le site Web de l'Union, au www.upa.qc.ca, sous l'onglet *Centre des communications*, puis sous *Mémoires et publications*. ✕



LES GRANDS DOSSIERS DE L'UNION

FORTS ET UNIS POUR LA GESTION DE L'OFFRE

L'un des dossiers chauds de l'automne aura été sans contredit la campagne *Forts et unis*, lors de laquelle les producteurs de partout au Québec se sont mobilisés comme rarement pour défendre leur système de gestion de l'offre. Il faut dire que l'enjeu était de taille et la menace bien réelle durant les négociations commerciales du Partenariat transpacifique (PTP) qui se déroulaient derrière des portes closes.

C'est dans ce contexte, avec comme toile de fond la campagne électorale fédérale, que l'Union des producteurs agricoles et la Coalition G05 ont mis de l'avant une stratégie d'actions, visant à faire pression sur le gouvernement en lui démontrant toute leur détermination à protéger la gestion de l'offre. Sur le terrain, la réponse des producteurs a été formidable. Partout au Québec, ils ont mis la main à la pâte en participant aux différents rassemblements, en faisant entendre leur voix et en organisant des convois de tracteurs sur les routes du Québec, vers Ottawa et aux frontières. Nos messages ont été largement diffusés sur toutes les tribunes. La protection de la gestion de l'offre est même devenue l'un des principaux enjeux de la campagne électorale fédérale. Du jamais vu!

Toutefois, on connaît la suite. Dans l'entente de principe, le Canada a consenti des accès supplémentaires à nos marchés pour les cinq prochaines années, soit 3,25 % en produits laitiers et de 1,5 à 2,3 % en produits avicoles. Est-ce que toutes nos actions ont été vaines? Non, car on ose à peine imaginer quelles auraient été les concessions accordées si rien n'avait été fait. Malgré les brèches, la gestion de l'offre est préservée. Nous devons rester alertes pour la suite des choses, cette entente devant maintenant être ratifiée par les parlements des 12 pays. Il faudra aussi se pencher sur les mesures de compensation annoncées et veiller à ce que les agriculteurs soient traités en toute équité. Nous devons surtout nous assurer que le nouveau gouvernement respecte ses engagements en exerçant un contrôle rigoureux des frontières et en stoppant l'entrée au pays de certains produits conçus spécialement pour contourner les règles et les tarifs établis. ✕



FORTS ET UNIS - EN IMAGES -



René Moreau (Agropur), Marcel Groleau (UPA/GO5), le ministre de l'Agriculture, Pierre Paradis, et Ghislain Gervais (La Coop fédérée), lors d'une conférence de presse tenue à l'UPA le 28 septembre. De nombreux partenaires étaient présents en guise d'appui.



Le 24 septembre, en pleine campagne électorale juste avant le débat des chefs, 1 500 producteurs ont manifesté devant la tour de Radio-Canada.



L'Assemblée nationale s'est prononcée

Le 30 septembre, l'Assemblée nationale a adopté unanimement une motion exigeant que le gouvernement fédéral maintienne intégralement la gestion de l'offre et ne fasse aucune concession accordant un accès accru aux marchés des produits laitiers, de la volaille et des œufs.



Les engagements du Parti libéral

- » Défendre les intérêts du Canada dans le PTP, notamment en ce qui concerne la gestion de l'offre;
- » Soumettre le PTP à un débat public au Parlement;
- » Examiner les compensations en consultation avec les secteurs visés;
- » Veiller à ce que les produits alimentaires importés respectent les normes canadiennes de santé et d'hygiène;
- » S'assurer de la rigueur de l'Agence des services frontaliers dans l'inspection des denrées alimentaires importées;
- » Revoir les normes, les règles et les pratiques relatives à l'importation de produits alimentaires, notamment les protéines laitières.



PTP : MENACE OU OCCASION DE DÉVELOPPEMENT?

- » Des concessions importantes pour la gestion de l'offre;
- » Des débouchés pour les autres secteurs qui sont hors gestion de l'offre (porcs, bovins, sirop d'érable, miel, bleuets, horticulture, soya et vin);
- » Un outil pour sécuriser nos marchés dans la zone Asie-Pacifique;
- » Des gains potentiels sur de nouveaux marchés;
- » Des impacts inconnus sur notre souveraineté politique en matière d'environnement, de santé et de droit du travail.

- EN CHIFFRES -

LA GESTION DE L'OFFRE AU QUÉBEC

- » 6 920 fermes familiales (lait, volailles, œufs d'incubation et œufs de consommation)
- » 3,4 G\$ de recettes financières à la ferme
- » 1,38 G\$ de retombées fiscales
- » 8,2 G\$ en contribution au PIB
- » 92 000 emplois directs et indirects dans toutes les régions du Québec
- » 43 % des revenus agricoles du Québec en 2013

LE PARTENARIAT TRANSPACIFIQUE, C'EST...

- » 12 pays signataires : États-Unis, Mexique, Japon, Chili, Australie, Vietnam, Singapour, Malaisie, Pérou, Nouvelle-Zélande, Brunei, Canada;
- » Un marché de 792 millions de consommateurs;
- » 40 % de l'économie mondiale;
- » Un PIB de 28 100 G\$ ✕



ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

SOLIDAIRES 29 SEPTEMBRE

Près de 200 producteurs ont déambulé dans les rues du centre-ville de Rouyn-Noranda. Des fournisseurs de biens et services agricoles, des préfets et divers intervenants se sont joints au groupe pour signifier l'importance des productions sous gestion de l'offre pour la région. Des dépliantés d'information et des sachets de fromage en grains ont été remis aux automobilistes et aux passants. Ceux-ci ont donné leur appui à la cause des agriculteurs. Ce rassemblement a été un succès grâce à la mobilisation des producteurs et des administrateurs. ✕

AUX URNES EN TRACTEUR 19 OCTOBRE

En se rassemblant pour aller voter en tracteur, plusieurs producteurs de différentes municipalités de la région ont manifesté leur insatisfaction devant l'issue des négociations du Partenariat transpacifique. Ils ont démontré une fois de plus qu'ils étaient forts et unis et prêts à se mobiliser pour défendre leurs acquis. ✕



OUTAOUAIS-LAURENTIDES

UNE NOUVELLE ÈRE

Les producteurs de lait de la région ont été particulièrement actifs et efficaces lors de la campagne FORTS ET UNIS. L'utilisation des médias sociaux permettait de diffuser l'information en temps réel à un grand nombre d'agriculteurs, de partager les préoccupations, d'obtenir des réponses aux questions et d'organiser des rencontres. Cela a aussi permis de connaître rapidement le nombre de participants aux activités de mobilisation et d'assurer une logistique efficace.

En Outaouais-Laurentides, un convoi de 40 tracteurs escorté par la SQ est même parti de Thurso pour rejoindre à Ottawa un convoi de 60 tracteurs de l'Est de l'Ontario. ✕



CAMPAGNE FORTS ET UNIS UN BILAN IMPRESSIONNANT

- › Plus de 3 500 producteurs manifestent dans les rues;
- › De nombreux camions de lait et des centaines de tracteurs sur les routes du Québec, à Ottawa et aux frontières;
- › Une importante délégation d'agriculteurs et les ministres de quatre provinces canadiennes à Atlanta;
- › Une motion unanime de l'Assemblée nationale;
- › Une couverture de presse sans précédent;
- › La gestion de l'offre et l'agriculture québécoise parmi les enjeux de la campagne électorale fédérale.

16 JUILLET



Les organismes de développement économique de la région maskoutaine ont fait front commun pour appuyer la gestion de l'offre : la Chambre de commerce et de l'industrie Les Maskoutains, les Éleveurs de volailles de la Montérégie, la MRC des Maskoutains, Saint-Hyacinthe Technopole et la Ville de Saint-Hyacinthe.

1^{er} OCTOBRE

Plus de 600 agriculteurs ont manifesté à Saint-Hyacinthe dans le cadre des négociations du Partenariat transpacifique et des élections fédérales. Plusieurs intervenants du milieu agricole se sont joints aux producteurs présents pour se diriger vers le bureau du candidat conservateur dans Saint-Hyacinthe-Bagot, Réjean Léveillé.

MANIFESTATIONS AUX FRONTIÈRES

1^{er} OCTOBRE

Une centaine de producteurs de lait du Haut-Saint-Laurent ont manifesté à Herdman. Un corridor de solidarité a été formé afin de rappeler que plusieurs camions passent la frontière pour acheminer des concentrés protéiques américains vers les usines canadiennes.

14 OCTOBRE



Près de 400 producteurs de la Montérégie ont manifesté à Saint-Armand pour s'opposer à l'importation de concentrés protéiques des États-Unis.



« Tous les partenaires du secteur agricole font présentement front commun pour maintenir le système de gestion de l'offre. Une telle mobilisation démontre l'importance du mouvement. D'ailleurs, les chiffres sont éloquentes : en Montérégie, on compte 1 606 fermes sous gestion de l'offre dont les revenus totaux atteignaient 897 M\$ en 2014. C'est presque 1 G\$! C'est un apport économique important que nous voulons préserver. »

– Christian St-Jacques,
président, Fédération de l'UPA
de la Montérégie



ESTRIE

MONTRÉAL, VICTORIAVILLE, ASCOT CORNER, COATICOOK...

De nombreux producteurs sont venus exprimer leur inquiétude puis leur déception lors des différentes manifestations tenues en Estrie au cours des derniers mois.

Lors de la manifestation précédant le débat électoral qui s'est déroulée à Ascot Corner, le vice-président des Producteurs de lait de l'Estrie, Marcel Blais, a obtenu une déclaration commune des candidats du Bloc québécois, du Nouveau Parti démocratique et du Parti libéral du Canada demandant le maintien intégral de la gestion de l'offre.

Histoire de ne pas relâcher la pression, une autre manifestation a eu lieu aux douanes de Stanstead le 5 novembre, au lendemain de l'assermentation du nouveau conseil des ministres. Plus de 50 producteurs y étaient avec une douzaine de tracteurs. ✕

« Forts et unis, ce n'est pas simplement un slogan. C'est ça, la beauté de travailler ensemble. Bien entendu, il nous faudra suivre avec attention les développements de cette entente qui fera mal aux producteurs sous gestion de l'offre et qui laisse entrevoir des gains possibles dans d'autres productions. Il faut aussi que les producteurs soient consultés sur la question des compensations et qu'on règle les problèmes des importations de protéines laitières américaines, un non-sens. »

— François Bourassa, président,
Fédération de l'UPA-Estrie



CENTRE-DU-QUÉBEC

LES PRODUCTEURS SE FONT VOIR ET ENTENDRE

Tout au cours de l'été, les producteurs du Centre-du-Québec ont eux aussi participé activement à la campagne d'affichage organisée pour défendre la gestion de l'offre, de même qu'aux rassemblements ayant eu lieu en août sur le sujet. Le 29 septembre, plus de 200 producteurs ont pris part à une manifestation à Victoriaville. Un débat organisé par la Chambre de commerce et réunissant les candidats de la circonscription de Richmond-Arthabaska a été l'occasion choisie pour proclamer haut et fort la détermination des agriculteurs à conserver l'intégralité de la gestion de l'offre. Quelques jours plus tard, une visite de Stephen Harper à Victoriaville a motivé les producteurs à faire une sortie spontanée. Ceux-ci ont redoublé d'efforts de visibilité au moment où la campagne électorale tirait à sa fin. ✕



Manifestation à Victoriaville le 29 septembre.

24 JUILLET ET 1^{er} OCTOBRE

CHAUDIÈRE-APPALACHES



Le 24 juillet, les producteurs manifestent à Sainte-Marie, devant le bureau de comté du ministre Maxime Bernier. Le 1^{er} octobre, c'est près de 400 producteurs agricoles qui sortaient dans les rues devant les bureaux de campagne de 3 candidats conservateurs, Steven Blaney, Jacques Gourde et Maxime Bernier

28 SEPTEMBRE

MAURICIE



Une cinquantaine d'agriculteurs de la Mauricie ont accueilli les candidats régionaux en lice pour les élections fédérales 2015. Pour l'occasion, des producteurs inquiets se sont déplacés avec leurs tracteurs afin d'exprimer haut et fort leurs inquiétudes sur l'avenir de la gestion de l'offre.

30 SEPTEMBRE

CAPITALE-NATIONALE—CÔTE-NORD



En pleine période d'élections fédérales, environ 150 producteurs se rassemblent devant le bureau du candidat du Parti conservateur du Canada, Gérard Deltell, à Québec. Les agriculteurs lui demandaient de respecter ses engagements et de protéger intégralement la gestion de l'offre dans le cadre des négociations du Partenariat transpacifique.

LANAUDIÈRE

DE L'ACTION, BEAUCOUP D'ACTION!

Il y a eu beaucoup d'action dans la région au cours des derniers mois : 3 conférences de presse, 26 bannières installées dans les fermes, aux abords des principaux axes routiers et lors d'activités estivales régionales, sans compter les 250 producteurs lanaudois qui ont participé aux 4 rassemblements à Sainte-Marie, Roberval, Montréal et Ottawa.

Grâce au soutien de 37 municipalités et des 6 MRC de la région, l'agriculture régionale a obtenu un appui sans précédent.

La gestion de l'offre est devenue un enjeu de la campagne électorale fédérale. Son importance pour l'économie agricole de la région a fait l'objet de discussions lors de la rencontre organisée par la Fédération de l'UPA de Lanaudière le 1^{er} octobre dernier avec les candidats régionaux des quatre principaux partis. Chacun des partis a présenté ses propositions en matière d'agriculture et de foresterie tout en répondant aux interrogations des représentants de la Fédération. Les producteurs présents ont principalement insisté sur la nécessité de maintenir, dans le cadre des négociations du Partenariat transpacifique, l'intégralité des mécanismes de gestion de l'offre dans les productions de volailles, des œufs et du lait tout en assurant un contrôle efficace des importations. ✕



« Merci aux nombreux producteurs qui ont pris de leur temps pour cette grande mobilisation au cours des derniers mois, qui sont souvent les plus occupés dans une entreprise agricole! »

– Marcel Papin, président, Fédération de l'UPA de Lanaudière

LES GRANDS DOSSIERS DE L'UNION

QUI NOURRIRA LE QUÉBEC DE DEMAIN?

Les agriculteurs ont à cœur la pérennité de leur exploitation et souhaitent, le moment venu, pouvoir compter sur une relève qui prendra les rênes de leur entreprise familiale. Cela est encore possible dans bien des cas, mais pour combien de temps encore? Le Québec perd environ 300 fermes par an, faute de relève. Pourtant, avec les 1 000 étudiants qui sortent de nos écoles d'agriculture chaque année, et qui aspirent à faire carrière et à devenir propriétaires de leur entreprise, cette relève est bien présente.

Devant l'urgence d'agir, la réponse du ministre de l'Agriculture a été, en février dernier, d'annoncer la tenue d'une énième consultation sur les obstacles et les pistes de solution, afin de faciliter le démarrage d'entreprises agricoles. Les barrières et les moyens de les abaisser ont pourtant été bien définis par les groupes concernés au fil des ans. Qui plus est, ce mandat a été confié à Jean Pronovost, qui a davantage soulevé la controverse ces dernières années plutôt que de rassembler les intervenants autour d'un véritable projet d'avenir pour l'agriculture. L'Union des producteurs agricoles et la Fédération de la relève agricole du Québec (FRAQ) ont donc convenu de ne pas participer à cette consultation et de présenter leurs recommandations directement au ministre.

Tout au long de l'été, les membres de la FRAQ, en collaboration avec la direction de la recherche et des politiques agricoles de l'Union, se sont mis à la tâche pour rassembler tout ce qui a été dit et analysé sur cette question cruciale qu'est l'établissement des jeunes en agriculture.

De plus, ils ont entrepris de valider un certain nombre de données, dans un premier temps auprès des jeunes pour connaître leurs aspirations, puis auprès des représentants des différents secteurs de production, afin de bien cerner leurs particularités au regard du transfert d'entreprise. Un véritable marathon : sondage auprès de 700 jeunes agriculteurs, consultation des divers groupes spécialisés de l'Union, analyse des programmes, simulation pour mesurer l'impact réel de l'aide existante. Rien n'a été laissé au hasard pour produire un document solide, avec chiffres à l'appui.

Au terme de cet exercice rigoureux, la FRAQ a présenté son mémoire et, surtout, des solutions concrètes pour rendre l'agriculture plus accessible à la relève. Lancé à Montréal, le 8 octobre dernier, ce mémoire exhaustif intitulé *Les aspirations et les besoins des jeunes qui nourriront le Québec de demain* a été présenté officiellement au premier ministre du Québec, aussi responsable du dossier jeunesse, ainsi qu'au ministre de l'Agriculture. Souhaitons maintenant que le gouvernement s'en inspire et passe à l'action afin de faire tomber les nombreux murs qui se dressent devant les jeunes dont le rêve est de s'établir en agriculture. ✕

On peut consulter le mémoire sur le site de l'Union à upa.qc.ca, sous l'onglet *Centre des communications, Mémoires et publications*.

Chaque année, au Québec :

800

entreprises agricoles cessent leurs activités

500

projets d'établissement se concrétisent

300

fermes disparaissent, soit environ 5 fermes par semaine



10 MESURES POUR AMÉLIORER LE SORT DE NOTRE RELÈVE

AGIR POUR L'ACCÈS AUX TERRES

- ▶ Mettre en place un registre des transactions de terres;
- ▶ Limiter à 100 ha/an la superficie que toute personne ou entité peut acquérir à des fins autres que le transfert intergénérationnel et la consolidation d'entreprise;
- ▶ Encadrer la location de terres (durée minimale, montants des loyers, priorité au locataire au moment du renouvellement du contrat de location ou du rachat de la terre);
- ▶ Améliorer l'outil Banque de terres et coordonner le tout à l'échelle de la province;
- ▶ Répertorier les terres en friche : taxer les propriétaires de parcelles à potentiel agronomique et réglementer contre les friches;
- ▶ Apporter des bonifications au Fonds d'investissement pour la relève agricole (FIRA).

DE L'AIDE PLUS CONSÉQUENTE

- ▶ Ajuster les subventions à l'établissement (adaptation de certains critères et bonification des montants);
- ▶ Appliquer le rabais de 25 % des contributions de la relève à l'assurance stabilisation des revenus agricoles sur une période de cinq ans plutôt que de deux;
- ▶ Mieux faire connaître la formule vendeur-prêteur et la relier aux transactions du FIRA.

LA PART STRATÉGIQUE DES CÉDANTS

- ▶ Développer un programme de sensibilisation à la planification du transfert d'entreprise.

LE MÉMOIRE EN TROIS QUESTIONS

QUELS SONT LES PRINCIPAUX OBSTACLES AUXQUELS LA RELÈVE SE BUTE?

Que l'on parle d'un nouveau projet d'établissement ou d'un transfert de ferme, les barrières sont nombreuses. Notamment l'accès aux terres, dont la valeur ne cesse d'augmenter, dépassant ainsi très largement leur potentiel agronomique. La transférabilité des fermes devient donc très limitée, voire impossible dans certaines régions du Québec et pour certains secteurs agricoles. La financierisation des actifs agricoles amène de nouveaux joueurs avec lesquels les jeunes ne peuvent concurrencer.

QUELLES SONT LES PISTES DE SOLUTION PROPOSÉES?

Pour arriver à des résultats concrets qui vont faire une réelle différence, il faut essentiellement travailler autour des trois axes d'interventions suivants : faciliter l'accès des jeunes à la terre, bonifier et adapter l'aide existante aux nouvelles réalités de l'agriculture et inciter la génération cédante à planifier le transfert à la génération montante. Il faut aussi continuer de pouvoir compter sur des outils de mise en marché collective et des programmes de sécurité du revenu efficaces et adaptés.

QUELS SONT LES BESOINS ET LES PRINCIPALES ASPIRATIONS DE LA RELÈVE?

Le sondage BIP réalisé auprès de 700 jeunes producteurs nous a confirmé que la nouvelle génération aspire à être maître de son entreprise et de ses actifs, ainsi qu'à pratiquer l'agriculture à temps plein, tout en y associant des valeurs environnementales et sociales fortes. Le sondage a aussi révélé l'importance que revêtent les outils de mise en marché collective pour les jeunes. Ces derniers, provenant de toutes productions confondues, estiment en effet que la mise en marché collective et la sécurité du revenu sont essentielles à la viabilité de leurs projets. ✕



« La relève agricole est un sujet à la mode chez les politiciens. Petit message à notre ministre : la relève agricole, il ne faut pas juste en parler. Ça prend des actions concrètes, des programmes, du financement et un meilleur accès aux terres. Bref, des conditions qui favorisent l'établissement de la relève, pas des rapports de Jean Pronovost! »

— Paul Doyon, président, Fédération de l'UPA de la Chaudière-Appalaches



« Notre région répond aux aspirations de la relève à bien des égards, que ce soit par l'étendue de son territoire ou par son grand potentiel de développement agricole. Tout comme l'ensemble des groupes affiliés à l'Union, nous travaillons à trouver le moyen de contrer l'accaparement des terres par des propriétaires qui achètent de grandes superficies et qui n'habitent pas la région. Les parcelles détenues par ces investisseurs qui ne participent pas à l'économie locale sont contre-productives et la relève ne peut concurrencer ce genre de joueurs. Notre objectif : que la relève agricole travaille dans le secteur et contribue à la vitalité de nos campagnes. »

— Sylvain Vachon, président,
Fédération de l'UPA de l'Abitibi-Témiscamingue



« Fait positif à signaler, la présence des femmes dans les programmes d'études en agriculture ne cesse de croître. En techniques agricoles au cégep de Joliette, la proportion d'étudiantes était d'environ 25 % en 2011 et est de l'ordre de 50 % en 2015. Selon ces statistiques, on peut penser qu'une plus grande proportion des décideurs agricoles de demain seront des femmes, y compris à l'Union des producteurs agricoles. »

— Marcel Papin, président,
Fédération de l'UPA de Lanaudière

LE GRAND RASSEMBLEMENT DE LA RELÈVE AGRICOLE

Le 8 octobre dernier, l'ambiance était à la fête à Montréal, où plus de 300 membres de la relève agricole venus des quatre coins du Québec se sont donné rendez-vous pour conscientiser la population à l'importance de soutenir ceux et celles qui nourriront le Québec demain. Une centaine de représentants de groupes partenaires et des intervenants du milieu ont répondu à l'invitation des jeunes de participer à ce grand happening, lequel a permis d'adresser un message fort au gouvernement : le Québec peut compter sur une relève motivée ayant des rêves, des aspirations, mais aussi des besoins.

Le Grand rassemblement qui célébrait la rencontre entre la ville et la campagne a été riche en symboles, en échanges et en émotions. Derrière les étals décorés aux couleurs de l'automne, les jeunes provenant des 12 régions du Québec distribuaient fièrement des produits emblématiques de leur région aux invités, faisant le lien entre la nourriture et ceux qui la produisent. Au fil des témoignages, parfois très poignants, de diverses personnalités publiques, des prestations musicales, et des allocutions, la relève rassemblée a fait une démonstration éloquent de l'avenir prometteur qui attend l'ensemble de notre société si nous lui fournissons tous les outils nécessaires pour qu'elle s'épanouisse pleinement. Cet événement démontre bien la volonté des jeunes producteurs à aller sur la place publique pour défendre leurs intérêts et promouvoir leur cause. ✕



« La relève agricole de partout au Québec s'implique avec conviction dans différents dossiers dont, entre autres, ceux de l'accaparement des terres et des transferts de fermes. Elle était présente au grand rassemblement du 8 octobre et aux nombreuses mobilisations pour les négociations du Partenariat transpacifique. Je suis particulièrement fier de la manifestation du 5 octobre, tenue à La Pocatière lors du débat des candidats aux élections fédérales, et je remercie tous ceux qui ont entendu et appuyé mon cri de ralliement. En moins de six heures, plus de 200 productrices, producteurs et membres de la relève se sont mobilisés pour signifier au candidat conservateur leur mécontentement devant l'entente conclue par son gouvernement. »

— Pascal Hudon, président,
Fédération de la relève agricole du Québec



BAS-SAINT-LAURENT

DES TÉMOIGNAGES ÉLOQUENTS

Lors du Grand rassemblement, des personnalités publiques représentant diverses sphères de la société sont venues apporter leur appui à la relève.

« L’agriculture est au cœur de nos vies, que l’on vive en ville ou en région. Pour assurer la pérennité de l’agriculture québécoise, il faut permettre à la relève de prendre la place qui lui revient. »

— Denis Coderre, maire de Montréal



« Je crois en la jeunesse et je crois surtout en la jeunesse agricole. Parce que non seulement elle travaille à nourrir les Québécois, mais en plus, et surtout, elle travaille à raffiner notre identité, notre singularité. »

— Marie-Joanne Boucher, comédienne et auteure



« Nos terres, ce sont nos réserves alimentaires, nos ressources. Je souhaite que le gouvernement intervienne et aide les jeunes d’ici à se réapproprier ces terres et à garder notre produit brut ici, en contrôle chez nous. »

— Luce Rozon, directrice artistique, Juste pour rire



« J’y crois, moi aussi, à cette chose-là, qui fait rimer la jeunesse et la promesse. Qu’on soit dans le domaine agricole ou le domaine artistique. Il y a là dans le futur plus qu’un temps de verbe. Il y a surtout une place où on peut faire pousser les rêves. »

— Fred Pellerin, conteur

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

BIEN REPRÉSENTÉE MALGRÉ LA DISTANCE

Malgré l’éloignement, c’est une délégation d’une quinzaine de membres de la relève de l’Abitibi-Témiscamingue qui a pris part au Grand rassemblement à Montréal. Ils trouvaient essentiel de démontrer la capacité de la Fédération de la relève agricole du Québec à présenter les défis qui interpellent les jeunes et à porter leurs aspirations. ✕

CAPITALE-NATIONALE—CÔTE-NORD

PARTICIPATION RECORD, AMBIANCE FESTIVE!

Plus d’une vingtaine de jeunes de la Capitale-Nationale—Côte-Nord et du Saguenay—Lac-Saint-Jean ont participé activement au Grand rassemblement de Montréal, un événement qui a établi un nouveau record historique, celui de réunir plus de 300 jeunes agriculteurs et agricultrices en un même lieu.

L’ambiance était à la fête alors que les jeunes distribuaient fièrement des produits emblématiques de leur région (les fraises pour la région de la Capitale-Nationale—Côte-Nord et le fromage en grains pour le Saguenay—Lac-Saint-Jean) aux invités qui faisaient office de consommateurs, effectuant leur épicerie sur place. ✕

SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

LANAUDIÈRE

MAURICIE



Un groupe de producteurs, étudiants, professeurs et partenaires de Lanaudière et de la Mauricie ont participé au Grand rassemblement du 8 octobre dernier.

LA CHRONIQUE DE SAM TURLUPINE

ST POUR LES INTIMES

Souvent, on entend dire que certaines personnes portent bien leur nom.
Dans mon cas, c'est vrai! C'est d'ailleurs la raison pour laquelle on m'a demandé d'écrire cette chronique, pour parler en fait de tout ce qui me donne des boutons.
Et croyez-moi, la liste est longue.
On risque donc de se parler souvent.
Certains diront que je suis facilement irritable; ce n'est pas faux. Mais vous verrez que je sais aussi rendre hommage... quand ça vaut l'coup!

CRISE D'URTICAIRE!

Je n'ai pas eu à chercher longtemps mon premier sujet de chronique. DUBUC! Le Alain Dubuc de La Presse. Celui qui, régulièrement, sort pour cracher son venin sur tout ce qui peut s'apparenter, de près ou de loin, à une volonté de discipliner les règles du marché. Comme on dit : trop c'est comme pas assez! Pis ça finit par vous gruger. Imaginez les crises d'urticaire qu'il m'a fait faire cette année avec ses commentaires sur les négociations du Partenariat transpacifique (PTP).! Toujours la même rengaine : la gestion de l'offre ça coûte cher aux consommateurs, ça rend les producteurs paresseux (viens donc faire le train pour voir!), ça empêche l'innovation, et la dernière et non la moindre, ça « s'apparente davantage à l'économie planifiée d'Europe de l'Est d'avant la chute du mur de Berlin. » Ben oui! Tous des communistes ces producteurs sous gestion de l'offre!

Dans un de ces textes, M. Dubuc indique que nous devons « aider et protéger notre agriculture, COMME le font tous les pays! » Il omet cependant de dire COMMENT. Est-ce qu'il parle ici des 60 milliards par année de la politique agricole européenne ou des 1000 milliards sur 10 ans du *Farm Bill* aux États-Unis? Ce qu'on sait, c'est que M. Dubuc écrit sur d'autres fronts que le retour à l'équilibre financier est un *must*, que le soutien de l'État est non productif et qu'il a des effets pervers! M.



Dubuc, la réalité c'est que l'appui à l'agriculture ne peut-être que réglementaire ou financier. Le Canada fait comme TOUS les pays. C'est sûr que vous n'êtes pas payé pour gérer le développement ... mais vous êtes pas pire dans les estrades!

Finalement, pour ce qui de votre suggestion d'aider les agriculteurs à se « libérer progressivement du système de la gestion de l'offre », sachez que ça s'est fait en Australie, à partir de l'an 2000. Résultats à ce jour : le nombre de fermes a chuté de 51 %, la production laitière de 17 %, et les exportations de 13,4 %. Par contre, les prix aux consommateurs ont augmenté! Si c'est ça « se libérer » je pense que les producteurs québécois sous gestion de l'offre préfèrent la « détention »!

LE SURDOUÉ!

Vous avez sûrement eu l'occasion de lire un article signé par le professeur en marketing de l'Université de Guelph, Sylvain Charlebois. Un prolifique auteur qui a une opinion (dans les deux langues) sur à peu près tout ce qui bouge dans le domaine agroalimentaire : commerce mondial, tendances de consommation, changements climatiques, gestion de l'offre (évidemment!), OGM, biosécurité, salubrité, et j'en passe. Peut-être court-il trop de lapins à la fois? Quoi qu'il en soit, souvent, il les sort de son chapeau au travers duquel il parle à l'occasion. C'est du moins ce qui est arrivé à quelques reprises à propos du sirop d'érable. Étant moi-même producteur acéricole, disons que ça vient me chercher!

J'ai encore sur le cœur la fois où il a écrit que le Québec s'était ridiculisé avec le vol de sirop entreposé dans la réserve stratégique de la Fédération des producteurs acéricoles. Nous comparant aux États-Unis, qu'ils considèrent « ben bons », il enchaînait en disant que les producteurs de canneberges, eux, n'ont pas besoin de se soucier des surplus parce que le ministère américain de l'Agriculture les rachète et s'occupe de les exporter et...qu'il ferait probablement la même chose pour le sirop d'érable américain! M. Charlebois c'est quoi la grande stratégie? Que le gouvernement, avec l'argent des contribuables, gère les surplus pour les vendre à l'étranger où que les producteurs eux-mêmes, sans subvention, grâce à la mise en marché collective et leur plan conjoint, (un cartel démoniaque selon-lui) le fasse? Ce qui est bon pour gros pitou ne serait pas bon pour p'tit minou?

Et puis, faut que je vous parle du fruit de ses dernières réflexions acéricoles alors qu'il nous explique que dans l'entente du PTP, l'élimination par le Japon des tarifs sur les importations de sirop d'érable va favoriser les producteurs américains. J'ai l'impression qu'il n'a pas compris que les tarifs japonais seront abolis pour tout le monde! Je pense qu'il voit tellement rouge lorsqu'il parle de plans conjoints qu'il en perd ses notions de base en commerce international. Je crois au contraire que l'élimination des tarifs au Japon ne peut qu'avantager les producteurs québécois, premiers exportateurs sur ce marché, qui grâce à leur plan conjoint investissent en promotion, en recherche et en contrôle de la qualité. Élémentaire en marketing mon Cherlebois!

BRAVO LYLE!

J'aime critiquer, mais je sais aussi donner des coups de chapeau. J'avoue que je n'aurais jamais cru le faire un jour à propos d'un ministre de l'Agriculture, encore moins de la Saskatchewan. Mais bon. Il faut bien rendre à César ce qui lui appartient. En effet, le 20 octobre dernier, le ministre de l'Agriculture de la Saskatchewan, Lyle Stewart, a déposé des amendements à sa loi agricole, la *Saskatchewan Farm Security Act*. Ceux-ci accorderont plus de pouvoir à son *Farm Land Security Board* (en quelque sorte l'équivalent de notre Commission de protection du territoire agricole). Désormais, cette Saskatchewanaise commission devra s'assurer que les fonds de pension et les fiducies ne puissent plus acquérir de terres agricoles. De plus, seules les institutions financières ayant une charte canadienne pourront financer les fonds de terre des agriculteurs. La lecture que j'en fais, c'est que CE gouvernement a décidé d'agir pour stopper la financiarisation des terres dans SA province. Ça ne règlera probablement pas tout le problème, mais ça a le mérite de donner un signal clair. Les solutions existent pour faire en sorte qu'on puisse demeurer propriétaire de la terre qu'on cultive et un jour la transférer à des jeunes qui veulent en vivre. Bravo Lyle! ✖



AVIS DE RECHERCHE:

L'U est à la recherche d'un(e) bédéiste.

Vous connaissez bien l'agriculture?
Vous avez un bon sens de l'humour
ainsi qu'un excellent coup de crayon?
Envoyez-nous votre portfolio numérique
(pdf ou encore un lien web)
à l'adresse suivante : lu@upa.qc.ca.

La personne choisie verra sa bande dessinée dans cette chronique!

COUP DE CHAPEAU

MAURICIE

LA MAURICIE SOULIGNE LE TRAVAIL DE SES ARTISANS

PIERRE SAINT-YVES

COLLABORATION SPÉCIALE

Une trentaine de personnes du monde de l'agriculture et de l'agroalimentaire ont été applaudies à tout rompre le 12 novembre dernier à Shawinigan, à l'occasion du Gala des Gens de Terre et Saveurs.

L'événement, qui en est à sa troisième édition, a pour but de souligner la contribution exceptionnelle des personnes et des entreprises à la vitalité de l'agriculture et au développement du secteur agroalimentaire en Mauricie.

Le président de la Fédération de l'UPA de la Mauricie, Jean-Marie Giguère, a été parmi les premiers à les saluer dans son allocution d'ouverture.

« Vous êtes la preuve incarnée que la prospérité se construit par l'effort et l'ardeur, a-t-il déclaré. La passion qui vous anime nous donne le courage et la détermination nécessaires pour en faire toujours un peu plus. »

Les personnes et entreprises honorées étaient réparties dans 13 catégories. Les titres d'Agricultrice et Agriculteur d'exception sont allés à Catherine Gélinas, de Passion Lavande à Saint-Sévère, et à Rhéaume Allaire, producteur de bovins de Saint-Tite depuis plus de 40 ans. « Ça fait chaud au cœur, a commenté M. Allaire. Et surtout, ça donne du *boost* pour continuer. »

Parmi les autres distinctions, Jérémie Pittet, coactionnaire de la ferme laitière Pittet de Saint-Tite, a été nommé Jeune entrepreneur de la relève, tandis que le producteur d'huiles essentielles PranaSens, de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, a été désigné Employeur de choix. Enfin, Cristel Schönau, Fernand Pelletier et leur fils Richard, qui élèvent des bovins Simmental pur sang à La Tuque, ont remporté le titre de Famille agricole.

Les lauréats de la soirée avaient tous une chose en commun : la passion du travail est leur véritable carburant. ✕



Ces artisans de la terre ont une chose en commun : la passion du métier!

HOMMAGE AUX AGRICULTRICES

Le Gala Saturne, qui s'est tenu le 31 octobre à Victoriaville, a permis de souligner le parcours exceptionnel de 11 agricultrices :

- ✦ Elizabeth Lépine (Centre-du-Québec);
- ✦ Angèle-Ann Guimond (Abitibi-Témiscamingue);
- ✦ Lucie Marcoux (Chaudière-Appalaches-Ouest);
- ✦ Isabelle Hardy (Lanaudière);
- ✦ Brigitte Pigeon, Agricultrice de l'année (Montérégie-Ouest);
- ✦ Émilie Fortin (Chaudière-Appalaches-Est);
- ✦ Marie-Ève Morin, Agricultrice de passion (Bas-Saint-Laurent);
- ✦ Karine Lamy, Agricultrice entrepreneure (Mauricie);
- ✦ Pascale Maziers (Montérégie-Est);
- ✦ Marie-Chantal Houde, Jeune agricultrice (Estrie);
- ✦ Ruth Tremblay (Saguenay-Lac-Saint-Jean).

Ces femmes énergiques et passionnées sont de véritables modèles d'implication. Fières de leur métier, elles contribuent au rayonnement de l'agriculture tout en inspirant les générations montantes. ✕



Ces onzes femmes sont de véritables sources d'inspiration.

LES COUPS DE CŒUR DU BAS-SAINT-LAURENT

JOHANNE FOURNIER

COLLABORATION SPÉCIALE

Le titre d'Agricultrice de l'année au Bas-Saint-Laurent a été décerné à Diane Lajoie, de la Ferme Bernard Lebel à Saint-Arsène, près de Rivière-du-Loup, lors du huitième Gala reconnaissance Coup de cœur organisé par les Agricultrices du Bas-Saint-Laurent.

Environ 200 convives ont pris part au gala présenté le samedi 7 novembre à Rimouski, au cours duquel de nombreux prix et mentions ont été remis à des femmes et des hommes qui se passionnent pour l'agriculture au Bas-Saint-Laurent. L'événement était sous la présidence d'honneur de l'agronome Isidore Charron, qui a n'a pas manqué de souligner l'apport socioéconomique de l'agriculture et de l'agroalimentaire ainsi que son importance dans l'occupation du territoire. Il a rappelé que le Bas-Saint-Laurent compte 2 039 entreprises liées à l'agriculture lesquelles comptent pour 9 % du produit intérieur brut de la région.

Les autres lauréats sont Antonine Rodrigue (Partenaire-ressource), Valérie Bérubé (Mérite de la relève agricole), Benoit Roussel (Démarrage d'entreprise), la famille Ellenberger (Nouveaux arrivants), Nancy Lavoie (Transfert au féminin), Céline Dumont (Implication sociale), la famille de Jocelyn Benoit (Famille agricole) et Régine Ouellet (Agricultrice accomplie).

« Chaque année, je trouve qu'on découvre des femmes qui ont tout un dossier, commente la présidente des Agricultrices du Bas-Saint-Laurent, Nancy Caron. On voit que ce sont des passionnées de l'agriculture. Ces gens-là travaillent tellement fort! »

Une mention spéciale a été accordée à Marie-Ève Morin, de Saint-André-de-Kamouraska, qui a reçu le titre d'Agricultrice de passion lors du Gala Saturne tenu le 31 octobre, à Victoriaville, par la Fédération des agricultrices du Québec. Par ailleurs, les Agricultrices du Bas-Saint-Laurent ont souligné les 25 ans de service de la directrice régionale de la Fédération de l'UPA du Bas-Saint-Laurent, Johanne Laplante. Les organisatrices de la soirée ont aussi décerné 10 Mentions Jean-Marc-Paquet à des personnes qui se sont distinguées dans différents secteurs et concours agricoles au cours de la dernière année.

Selon la présidente de l'organisme hôte, cet événement permet de rendre hommage à tous ceux et celles qui se dévouent à la cause de l'agriculture. « C'est notre façon à nous de valoriser l'agriculture dans notre région, explique Mme Caron. C'est aussi pour montrer que c'est dynamique et combien la place des femmes est importante. » ✕



La famille de Jocelyn Benoit a été nommée Famille agricole de l'année.



Diane Lajoie a été sacrée Agricultrice de l'année au Bas-Saint-Laurent.

- MENTIONS SPÉCIALES -

TEMPLE DE LA RENOMMÉE DE L'AGRICULTURE DU QUÉBEC

Christian Lacasse, président de l'Union des producteurs agricoles de 2007 à 2011, a fait son entrée au Temple de la renommée de l'agriculture du Québec en septembre dernier pour sa contribution pour le développement de l'agriculture au Québec. ✕



OUTAOUAIS-LAURENTIDES

PRIX DE LA RELÈVE AGRICOLE 2015

François Handfield et Véronique Bouchard, de la Ferme aux petits oignons, sont les premiers lauréats du nouveau prix de la relève agricole décerné par le ministère québécois de l'Agriculture. M. Handfield est aussi président du Syndicat de l'UPA Laurentides-Pays-d'en-Haut. ✕

BEST OF CAMA (CANADIAN AGRI-MARKETING ASSOCIATION)

L'Union a remporté deux prix pour sa publicité télévisée « Pouvoir nourrir, Pouvoir grandir » dans les catégories suivantes : Le Grand prix Agri-Marketer en Marketing et communication en langue française et le prix Médias électroniques (radio, télé, DVD) de langue française. ✕

GASPÉSIE-LES ÎLES

GRANDS PRIX SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL

Grâce à leur robot d'épandage d'engrais, les Serres Jardins-Nature se sont distinguées dans la catégorie Innovation pour les petites et moyennes entreprises de la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Bonne chance au Gala national qui aura lieu en février 2016! ✕

PROGRAMME AVANTAGES



POUVOIR NOURRIR
POUVOIR GRANDIR

L'Union des producteurs agricoles

PROFITEZ-EN DÈS MAINTENANT!

- PRIVILÈGES
- RABAIS
- REMISES EN ARGENT
- FORFAITS
- AVANTAGES EXCLUSIF

Pour en savoir plus :
***programmeavantages.
upa.qc.ca***

L'Union des producteurs agricoles est heureuse de vous offrir son tout nouveau programme Avantages, un programme au service de tous les producteurs agricoles du Québec pour les soutenir dans leurs projets et leurs ambitions.

QU'EST-CE QUE LE PROGRAMME AVANTAGES UPA?

Le programme Avantages UPA offre différents privilèges chez des partenaires et commerçants de prestige. Ces privilèges peuvent se traduire par des rabais, des remises en argent, des forfaits et autres avantages exclusifs aux agriculteurs.

Desjardins AgriCarte, Hewitt/Les équipements CAT et le Groupe Chrysler sont les partenaires actuels du programme Avantages UPA. Le programme est en constante évolution. Nous vous invitons donc à consulter régulièrement la section *Partenaires* du site Internet pour connaître les nouvelles offres.

COMMENT PARTICIPER?

Pour bénéficier du programme Avantages UPA, utilisez votre carte de membre de l'Union des producteurs agricoles.

Si vous désirez obtenir une carte supplémentaire du programme Avantages UPA pour votre conjoint ou conjointe ou pour vos associés, il vous sera possible de faire la demande en ligne à compter du **11 janvier 2016**, en visitant le ***programmeavantages.upa.qc.ca***.

Si vous avez des questions ou si vous éprouvez de la difficulté à faire votre demande en ligne, contactez-nous au **1 844 521-6757**.

Pour vous prévaloir des offres de nos partenaires, rendez-vous directement dans l'une de leurs succursales avec votre carte de membre de l'UPA ou votre carte du programme Avantages UPA en main.



PARTENAIRES

DESJARDINS AGRICARTE

- Une solution de paiement conçue spécialement pour répondre aux besoins et aux réalités du milieu agricole
- Réseau de marchands participants
- Deux limites de crédit indépendantes, une pour les achats courants et une autre pour le financement à long terme, pouvant atteindre jusqu'à 100 000 \$
- Des taux d'intérêt concurrentiels
- Sans frais annuels et sans frais d'administration
- Programme de récompenses AgriPoints
- Inclus l'accès au programme Semez maintenant, payez plus tard



HEWITT/LES ÉQUIPEMENTS CAT

- Pour l'achat et le financement d'équipements lourds
- Des économies pouvant aller jusqu'à 2 500 \$ sur les nouvelles machines CAT
- Rabais applicable sur une grande variété de modèles
- Les rabais du programme Avantages UPA peuvent être jumelés aux offres en cours chez Hewitt Équipement



CHRYSLER

- Pour l'achat d'une voiture ou d'un camion neuf
- Des économies de 750 \$ à 14 500 \$ sur les véhicules 2016 de Fiat, Chrysler, Dodge, Ram et Jeep



PRÈS DE NOS GENS, PRÈS DU CHAMP

À LA RENCONTRE DES PRODUCTEURS

Les premiers mois de l'année ont été l'occasion de bien mettre sur les rails la démarche À la rencontre des producteurs entreprise par les représentants des syndicats locaux dans toutes les régions du Québec. Ces derniers ont tenu des rencontres individuelles, organisé des brunchs, des activités d'information et des assemblées de cuisine pour échanger avec ceux et celles qu'ils représentent. Au total, plus de 10 000 producteurs et productrices (près de 40 %) ont déjà été rencontrés... et ça continue!

L'accès aux terres et leur protection, la réglementation environnementale, l'avenir des programmes de sécurité du revenu et de gestion des risques ainsi que les accords de commerce ressortent parmi les préoccupations des producteurs. ✕

PLUS DE 2000 PRODUCTEURS RENCONTRÉS EN MONTÉRÉGIE

Amorcée à l'été 2014 en Montérégie, la démarche À la rencontre des producteurs a permis jusqu'à maintenant d'échanger avec près de 2 100 producteurs exploitant 30 % des fermes de la région. Quatre des quinze syndicats locaux, soit Beauharnois-Salaberry, Vallée-du-Richelieu, Vaudreuil-Soulanges et Haut-Saint-Laurent, ont déjà rencontré plus de 40 % de leurs fermes.

Suzanne André, productrice de lait de Saint-Polycarpe et administratrice au Syndicat de l'UPA de Vaudreuil-Soulanges, est allée rencontrer une cinquantaine de producteurs de lait à leur ferme. « Selon moi, le seul moyen de joindre tous les producteurs, c'est d'aller les voir. C'est un incontournable et j'ai été très bien reçue partout », a-t-elle souligné. Elle est aussi très fière d'avoir pu créer un lien avec plusieurs nouveaux agriculteurs et favoriser leur participation aux assemblées.

Durant l'hiver, la productrice de lait et de grandes cultures France Beaudry, alors administratrice du Syndicat de l'UPA de la Vallée-du-Richelieu, a pris le temps de rencontrer les producteurs de Saint-Marc-sur-Richelieu. « Bien que ça prenne du temps, il a été facile de rencontrer les producteurs de ma municipalité », mentionne Mme Beaudry. Elle a ajouté qu'il n'est pas nécessaire d'avoir réponse à tout, mais qu'il faut noter les questions et effectuer un suivi.

Pour rencontrer un représentant de votre syndicat local, n'hésitez pas à contacter vos administrateurs; ils sont là pour vous. Pour en savoir plus, visitez le www.upamonteregie.ca. ✕

« On les connaît tous et cela nous permet de les inviter de façon plus personnelle aux assemblées du syndicat. »

*– France Beaudry,
administratrice du Syndicat de l'UPA
de la Vallée-du-Richelieu*



PLUS D'UN MILLIER DE VISITES!

Au Centre-du-Québec, 30 % des producteurs ont été rencontrés par des représentants de l'Union, ce qui représente plus d'un millier de visites. Bravo aux administrateurs qui prennent de leur temps pour rencontrer leurs collègues agriculteurs. ✕

NOUVEAU TERRITOIRE, NOUVEAUX SYNDICATS, NOUVELLE STRUCTURE

Le lancement de l'opération À la rencontre des producteurs en avril 2014 a suivi la création de la nouvelle fédération en décembre 2013. Les administrateurs de la région ont donc eu beaucoup de changements à assimiler.

Au départ, on a privilégié la formule des rencontres de groupe. On a profité de toutes les activités de nos affiliés ou d'autres organisations du milieu. Certains syndicats ont organisé des activités sociales de type brunch, alors que d'autres ont préféré inviter des producteurs à des rencontres en petits groupes portant sur une thématique précise comme la fiscalité foncière, l'acériculture, etc.

Après toutes ces activités de groupe, certains syndicats ont conclu qu'un contact direct devait être établi, soit en se rendant à la ferme, soit par téléphone, pour les producteurs qui ne résident pas sur le territoire des syndicats.

Sur les 5 700 producteurs de la Chaudière-Appalaches, 1 935 avaient été rencontrés à la fin d'octobre, soit 34 % d'entre eux. Notre région compte le deuxième plus grand nombre de producteurs au Québec : mais c'est un défi à la hauteur de ce que les gens de la Chaudière-Appalaches peuvent relever! ✕

L'UPA DU FJORD SE DÉMARQUE

Le 1^{er} avril 2014, l'opération À la rencontre des producteurs prenait son envol. Les administrateurs du Syndicat local de l'UPA Fjord-du-Saguenay ont décidé de conjuguer leurs efforts afin de rendre visite au plus grand nombre de producteurs possible. À date, plus de 70 % d'entre eux ont été rencontrés, ce qui classe le Syndicat dans les premières positions de l'opération. Aux dires des administrateurs, il s'agit d'une activité très appréciée des producteurs. La satisfaction des agriculteurs et des administrateurs se confirme au fur et à mesure que l'opération se poursuit. Voilà donc une belle occasion de nous rapprocher des agriculteurs que nous représentons et de renforcer notre solidarité régionale. ✕

HAUTES-LAURENTIDES : DES JOURNÉES AU CHAMP TRÈS POPULAIRES

Voilà presque un an que la vaste opération destinée à rencontrer chaque producteur de la région a été lancée et déjà, on constate des retombées positives. Le Syndicat de l'UPA Laurentides—Pays-d'en-Haut a saisi l'occasion de reprendre l'organisation de journées au champ, une activité autrefois prise en charge par le ministère de l'Agriculture. On a réalisé que cela constituait un réel besoin pour les producteurs. Cet été, trois de ces journées ont été organisées par le Syndicat. On profite de ces rencontres pour prendre un temps d'arrêt, discuter, et reprendre contact avec ses voisins et ses confrères.

Alors que plus de 75 % de producteurs membres du Syndicat ont été rencontrés et ont échangé avec leur représentant de l'Union, il ne fait plus de doute que le syndicat local est directement branché sur les préoccupations des agriculteurs. Les activités sont organisées en fonction de ce qui a été vu et entendu « dans le champ » : elles peuvent porter sur le développement de la région, une revendication, ou être tout simplement une occasion de se rencontrer. ✕



Cet été, trois journées au champ ont été organisées par le Syndicat de l'UPA Laurentides—Pays-d'en-Haut.

À NOS MOUTONS

Cet hiver, chaque administrateur du Syndicat des producteurs d'agneaux et de moutons de la région de Lanaudière ira à la rencontre de ses membres afin d'échanger et de s'informer au sujet de leurs préoccupations. « C'est important pour moi d'aller à la rencontre de ceux que je représente et de m'assurer d'agir dans leur intérêt », mentionne le président du Syndicat, Stéphane Boucher. ✕



PRÈS DE NOS GENS, PRÈS DU CHAMP

MONTÉRÉGIE

MOBILISÉS POUR LA FAMILLE PAUL

Les producteurs de la Montérégie ont donné un exemple éloquent de solidarité lors de la dernière assemblée générale de la Fédération, le 6 octobre dernier. C'est de façon unanime que les délégués ont voté une résolution pour aider financièrement la famille Paul, des agriculteurs qui endurent depuis des années l'inertie du gouvernement dans le dossier des crues récurrentes dans la baie Lavallière.

Le cas de la famille Paul est grave, car cela fait des années qu'elle ne peut pas semer sur la majorité de ses terres en raison des inondations.

De concert avec le syndicat de Richelieu-Yamaska et l'Union des producteurs agricoles, la fédération régionale a travaillé d'arrache-pied pour que le gouvernement mette en place une solution durable. En votant pour la résolution le 6 octobre, les délégués ont voulu démontrer leur solidarité envers la famille Paul, qui se trouve dans une situation extrêmement difficile. Cette résolution demande aux administrateurs, aux syndicats spécialisés et aux syndicats locaux ainsi qu'à leurs membres de remettre une indemnité journalière ou tout autre montant qui leur convient à la famille. La Fédération a demandé la même chose aux conseillers généraux en espérant que cette démonstration d'appui envoie un message clair au gouvernement, plus particulièrement au ministre Pierre Paradis.

La Fédération coordonnera les dons qu'elle recevra et les acheminera à la famille Paul. Un simple geste qui enverra un message clair : les producteurs resteront toujours forts et unis pour défendre leurs terres. ✕



La famille Paul, touchée par des inondations récurrentes.

MONTÉRÉGIE

LES FERMES DE PETITE TAILLE EN ACTION

Depuis 2012, les représentants des fermes de petite taille des divers syndicats locaux travaillent en concertation, ce qui a donné lieu à plusieurs actions concrètes. Une étude des règles de la Commission de protection du territoire agricole du Québec, a permis d'identifier des pistes d'action pour donner l'accès à de petites parcelles de terre pour démarrer des fermes.

Sachant que 33 % des exploitations en Montérégie ont un revenu brut inférieur à 50 000 \$, il s'est avéré nécessaire de dresser un portrait plus complet de leur réalité et de leurs besoins. Pour ce faire, un projet de caractérisation de ces fermes a été préparé en Montérégie. Ce projet pourrait s'étendre à l'ensemble du Québec.

Le 3 novembre dernier, les représentants des fermes de petite taille de l'Estrie et de la Montérégie se sont rencontrés afin de discuter d'un autre enjeu : l'accès à des abattoirs de proximité. Les représentants de l'Estrie ont demandé au ministre Paradis de mettre en place une dérogation permettant aux exploitations qui font abattre des bêtes dans ces abattoirs de vendre leurs produits à la ferme. ✕

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

UNE FORMULE RENOUVELÉE POUR LES CONSULTATIONS D'AUTOMNE

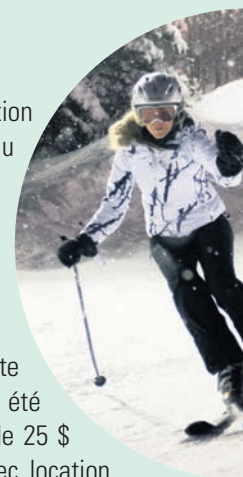
C'est dans une ambiance conviviale que la Fédération de l'UPA d'Abitibi-Témiscamingue a fait le plein d'idées et d'actions à mettre en place pour relever les défis de la prochaine année agricole. Les consultations d'automne des syndicats locaux sont une belle occasion de faire le point sur les dossiers chauds, d'échanger avec les producteurs et de répondre à leurs questions. Si certains syndicats ont préféré intégrer ces consultations à leur assemblée générale annuelle, d'autres ont privilégié un souper-causerie ou une soirée d'échanges. Peu importe la formule choisie, les participants ont pu bénéficier d'une animation renouvelée et... dans certains cas d'une dégustation de vins et fromages et d'autres rafraîchissements. ✕

INVITATION

UNE JOURNÉE DE SKI AU MONT ORFORD, ÇA VOUS DIRAIT?

Pour la deuxième année, la Fédération de l'UPA-Estrie organise à l'intention de ses producteurs agricoles et de leur famille une journée de ski au mont Orford. Cette activité, qui se tiendra le mardi 16 février, permet aux producteurs de passer une journée agréable entre collègues et de fraterniser sur les pentes de ski estriennes. L'idée est venue à la suite de la décision de la station Jay Peak, au Vermont, de ne plus accepter les producteurs québécois à sa journée agricole.

Cette année, la Fédération de l'UPA-Estrie souhaite étendre cette journée à la grandeur du Québec. À cette l'occasion, des ententes ont été négociées avec le mont Orford. Des tarifs incluant le dîner, et allant de 25 \$ à 65 \$ selon le forfait choisi, sont offerts à la clientèle agricole (avec location ou leçon de ski). On peut réserver son forfait en communiquant avec Richard Danis à rdanis@orford.com ou au 819 843-6548, poste 8310, ou sans frais au 1 866 673-6731. **C'est donc une invitation à tous, le mardi 16 février 2016.** ✕



LES RÉGIONS EN ACTION

UNE ZONE AGRICOLE À DÉVELOPPER

Le Plan de développement de la zone agricole (PDZA) est un exercice de planification permettant de mettre en valeur la zone agricole et de favoriser le développement durable des activités qui y sont liées dans une MRC. Il doit prendre appui sur un diagnostic des possibilités de développement des activités agricoles. Le PDZA est réalisé par une MRC, en concertation avec les acteurs du milieu, dont l'Union des producteurs agricoles.

L'élaboration d'un PDZA vise à accroître et à diversifier les produits provenant de l'agriculture, ainsi que leur mode de mise en marché. Le PDZA doit s'articuler autour d'une vision commune du développement de l'agriculture et proposer des actions concrètes visant à développer pleinement le potentiel agricole d'une MRC.

Il est primordial que les agriculteurs participent activement à l'élaboration du PDZA de leur région afin de bien faire connaître leur réalité. ✕

CAPITALE-NATIONALE—CÔTE-NORD

LA CAPITALE RECONNAÎT LES ACTIVITÉS AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES

La Vision du développement des activités agricoles et agroalimentaires dans l'agglomération de Québec a été lancée en novembre dernier. Pour la Fédération de l'UPA de la Capitale-Nationale—Côte-Nord et le Syndicat de l'UPA de Québec-Jacques-Cartier, il s'agit là d'une excellente nouvelle pour les exploitations, la relève et le secteur agricole et agroalimentaire de la région.

Cette annonce de la Ville et de l'agglomération de Québec vient reconnaître l'importance économique de l'agriculture et de l'agroalimentaire dans la région.

La fédération régionale ne peut que saluer les sept engagements de la Ville et de l'agglomération de Québec : positionner la Ville de Québec comme chef de file, reconnaître l'importance de l'agriculture, être rassembleur, favoriser l'accessibilité, être responsable, tisser des liens et être innovant. Nous saluons également le choix des trois axes de développement de la vision du développement retenus : la mise en valeur des agriculteurs et des produits agricoles et agroalimentaires, le développement durable des exploitations de l'agglomération ainsi que l'agriculture urbaine, les paysages et l'agrotourisme. ✕



Laurent Proulx, Jacynthe Gagnon, Claudette Simard et Régis Labeaume.

ESTRIE

LE POINT SUR LES PDZA DE L'ESTRIE

En Estrie déjà, les MRC de Memphrémagog et des Sources ont complété l'élaboration de leur Plan de développement de la zone agricole (PDZA). Les MRC du Haut-Saint-François et du Val-Saint-François sont en plein cœur du processus. Les trois autres MRC, soit celles du Granit, de Coaticook et la Ville-MRC de Sherbrooke, viennent de voir leur demande acceptée par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

La Fédération de l'UPA-Estrie avait appuyé toutes les demandes et participe activement aux démarches. Bien caractériser le territoire et analyser le potentiel de développement est essentiel à l'amélioration de l'agriculture. Mentionnons par ailleurs qu'il s'agit du premier secteur économique presque partout dans la région. ✕



« Pour songer à développer le territoire agricole, encore faut-il assurer sa pérennité. On parle beaucoup d'accaparement des terres avec Pangea ou la Banque Nationale, mais le problème est beaucoup plus vaste. L'accaparement des terres, c'est aussi chaque fois qu'une transaction de terres entraîne une perte de superficies cultivées et de potentiel agricole au Québec. »

– Paul Doyon, président, Fédération de l'UPA de la Chaudière-Appalaches

CHAUDIÈRE-APPALACHES

LE FORUM RÉGIONAL DE L'ISLET

Le 28 octobre dernier, la MRC de L'Islet a tenu un forum régional donnant le coup d'envoi à l'élaboration du PDZA. Plus de 50 personnes ont participé à cette journée de consultation : des producteurs agricoles, des élus municipaux, ainsi que des représentants d'organisations touristiques, environnementales et de développement.

Animée par Hélène Raymond, journaliste à Radio-Canada, la journée a été consacrée à des conférences et à des ateliers de discussion : présentation du portrait, du diagnostic, de la vision et des orientations stratégiques. L'enthousiasme et le dynamisme indéniables de Catherine Langlois, coordonnatrice du PDZA, ont très certainement inspiré les participants. Réunis en ateliers afin de déterminer et hiérarchiser les actions à mettre en œuvre pour développer la zone agricole, ils ont proposé plus de 70 actions.

Les actions ayant retenu l'assentiment d'une majorité de participants sont les suivantes :

- › Mettre en place une table de concertation permanente réunissant des producteurs agricoles et des intervenants de différents organismes régionaux;
- › Créer une banque de terres pour l'achat ou la location afin de répondre aux besoins des fermes sans relève et de la relève sans ferme;
- › Promouvoir les secteurs de productions existants;
- › Promouvoir les bonnes pratiques agricoles;
- › Adopter une politique d'achat local dans les municipalités;
- › Favoriser la mise en marché commune des différents produits pour les productions de niche;
- › Assurer le maintien des productions contingentées sur le territoire;
- › Embaucher un agent de développement agroalimentaire permettant de faire le maillage entre les différents intervenants;
- › Développer une signature distinctive pour les produits locaux.

Le dépôt du PDZA de la MRC de L'Islet est prévu pour le printemps 2016. ✕



UNE NOUVELLE GÉNÉRATION À CULTIVER

SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

RECUEIL D'HISTOIRES À SUCCÈS

Cet automne, le groupe de la relève agricole du Saguenay-Lac-Saint-Jean a concrétisé un projet qui lui était cher, celui de publier son tout premier recueil d'histoires à succès.

Cet outil de référence intemporel présente le parcours exceptionnel de 12 jeunes d'ici, qui ont des productions et des modes d'établissement variés. Les histoires qui y sont relatées démontrent qu'un rêve, ça se réalise si l'on y met les efforts nécessaires et que l'on sait bien s'entourer. Ce recueil se veut une célébration des réussites de jeunes entrepreneurs audacieux, un répertoire de conseils fournis par et pour les jeunes producteurs, une source de motivation pour toute personne qui désire se lancer en agriculture et, sans aucun doute, le reflet de la fierté de notre relève régionale dynamique. ✕

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

UNE SOURCE D'INSPIRATION : LES PLATEFORMES ÉLECTORALES EN VIDÉO

Dans le cadre de la campagne électorale fédérale, la Fédération de l'UPA d'Abitibi-Témiscamingue a proposé aux candidats en lice de produire une vidéo de cinq à sept minutes présentant leurs engagements pour le secteur agricole. Auparavant, la Fédération leur avait transmis un document résumant ses demandes. Les producteurs et productrices ont été invités à regarder les vidéos sur la page Facebook de la relève agricole d'Abitibi-Témiscamingue; une présentation adaptée au goût du jour pour faire connaître les candidats et leur plateforme agricole! ✕



LANAUDIÈRE

VISITE DES ÉTUDIANTS EN TECHNIQUE AGRICOLE

Le 6 novembre dernier, les étudiants de première année en gestion et technologie d'entreprise agricole du cégep de Joliette ont eu l'occasion de visiter la Fédération de l'UPA de Lanaudière dans le cadre de leur cours *L'entrepreneuriat et le monde agricole*. Yannick Bérard, président du Syndicat de la relève agricole de Lanaudière, a présenté les activités et les dossiers de la relève en région. Il a également parlé des avantages qu'il retire à être membre de l'organisation et à s'y investir, tant pour lui que pour son entreprise.

Par la suite, plusieurs intervenants ont présenté les différents programmes des spécialités destinés à la relève, le rôle de l'Union des producteurs agricoles ainsi que les différents services qu'elle offre. Les participants ont grandement apprécié cette rencontre, qui leur a donné un aperçu des ressources à connaître pour leurs projets. ✕



Dans Lanaudière, des liens sont tissés entre la Fédération et les étudiants dès leur première année sur les bancs d'école.

ESTRIE

BOUCLER LA BOUCLE

Établissements d'enseignement et acteurs du monde agricole ont uni leurs efforts pour offrir un événement unique, à l'occasion de la 5^e édition des Rendez-vous de la relève en agriculture de l'Estrie à Wotton, le 5 novembre dernier.

En cette journée de maillage orchestrée par le syndicat régional de la relève, 150 futurs producteurs et professionnels ont pu établir un premier contact privilégié avec les principaux intervenants du secteur agricole avec qui ils auront à interagir à la fin de leurs études. Au fil des ans, cet événement est devenu un complément à la formation agricole, d'où la participation de trois établissements d'enseignement de la région offrant des programmes de niveau professionnel ou collégial : le Centre régional d'initiative et de formation en agriculture (CRIFA) de Coaticook, le Cégep de Sherbrooke et le Cégep de Victoriaville.

Désireux de faire vivre cette expérience au plus grand nombre de futurs professionnels, les Rendez-vous de la relève se sont dotés cette année d'un volet mécanique agricole, qui s'ajoute à ceux des productions animales et végétales. ✕



LES RÉGIONS EN ACTION

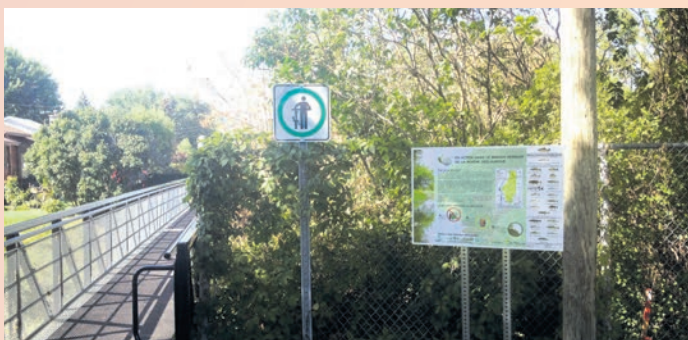
BASSINS VERSANTS

MONTÉRÉGIE

LA RIVIÈRE DES HURONS, UN EXEMPLE DE RÉUSSITE

Les problèmes de la qualité de l'eau de la rivière des Hurons ont entraîné la mise en place en 2009 d'un projet d'intervention en milieu agricole. L'objectif est d'améliorer la qualité de l'eau et de contribuer au rétablissement du chevalier cuirré, un poisson dont la survie est menacée. Le bilan des actions mises en œuvre depuis le démarrage du projet est éloquent. En effet, les efforts de sensibilisation de la fédération régionale, responsable du projet, ont permis de rejoindre plus de 75 % des entreprises agricoles ainsi que les 13 municipalités du bassin versant. Un comité constitué de producteurs et d'intervenants ainsi qu'un réseau efficace de partenaires font du projet de la rivière des Hurons un exemple de réussite. De plus, les résultats du dénombrement des poissons et la caractérisation des berges, jumelés à l'engagement des producteurs, ont permis de mettre en place des interventions diversifiées et durables :

- 75 000 arbres et arbustes plantés;
- 500 ouvrages hydroagricoles;
- 33 km de bandes riveraines protégées;
- 8 km de haies brise-vent;
- 18 km de berges protégées;
- 500 ha/an de cultures de couverture ou d'engrais vert;
- Aménagement de deux étangs pour la biodiversité;
- 45 panneaux de sensibilisation.



45 panneaux de sensibilisation ont été installés aux abords de la rivière des Hurons.

BAS-SAINT-LAURENT

POUR LEVER LE MORATOIRE SUR LES SUPERFICIES EN CULTURE

Lors de l'assemblée générale annuelle de la Fédération de l'UPA du Bas-Saint-Laurent, les délégués ont demandé à l'Union de faire pression afin de modifier les dispositions réglementaires interdisant l'accroissement des terres en culture. Ils ont aussi réclamé au ministère de l'Environnement qu'il produise les rapports sur les bassins dégradés, tel que stipulé dans le Règlement sur les exploitations agricoles (REA).

Forts des résultats encourageants issus d'une analyse récente sur l'état des bassins versants dits dégradés dans le secteur de Kamouraska, la fédération espère attirer l'attention sur la question et répondre aux attentes des entreprises agricoles de la MRC de Kamouraska en permettant l'application de correctifs uniquement là où ils sont nécessaires. Ce rapport fait également la lumière sur d'autres aspects, entre autres l'état des bandes riveraines. Il permettra au syndicat local de poursuivre ses actions en agroenvironnement. ✕

BAS-SAINT-LAURENT

PROGRAMME D'AMÉLIORATION DES SOLS

Depuis que la fédération régionale a fait de l'amélioration des sols une priorité, en 2012, différents travaux ont été menés, comme la publication d'un dépliant sur le chaulage des sols. Nous avons aussi tracé un portrait plus précis des sols de la région grâce notamment à l'inventaire des terres agricoles dévalorisées, à des analyses de sols et à des données de La Financière agricole du Québec. Ce portrait démontre une diminution des rendements moyens des céréales. Forte de ces informations, la fédération régionale a réitéré sa demande aux ministres et aux députés concernés pour obtenir un programme d'amélioration des sols au Bas-Saint-Laurent. Des rencontres doivent avoir lieu sous peu. ✕

GRH

CENTRE-DU-QUÉBEC

SE FAIRE REMPLACER, C'EST POSSIBLE

Connaissez-vous la Coopérative de solidarité de services de remplacement agricole? Fondée en 2014, celle-ci offre ses services aux agriculteurs de quatre MRC du Centre-du-Québec. Elle permet à toute exploitation agricole de poursuivre ses activités en dépit de l'absence ou de l'empêchement temporaire (de courte ou de longue durée) de l'exploitant, et ce, quelle qu'en soit la raison.

La Coopérative compte aller encore plus loin. Elle souhaite développer et coordonner un réseau satellite de coopératives de remplacement. À cette fin, elle offre un soutien technique aux projets en développement : formation et information sur les thèmes liés à la coopération et au remplacement agricole, promotion de la formule coopérative et représentation auprès de diverses instances pour défendre les intérêts des membres. Pour plus d'information, veuillez communiquer avec la coopérative au 819 291-0882 ou par courriel à coop.solidarite.agricole@gmail.com. ✕

FORMATION

SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

DES FORMATIONS DIVERSIFIÉES

Pour la saison 2014-2015, le Collectif en formation agricole du Saguenay-Lac-Saint-Jean a utilisé l'ensemble des sommes qui lui ont été allouées par Emploi-Québec. Cet engagement signifie 26 500 \$ investis dans la formation des entrepreneurs, des travailleurs et de la relève agricole. Ce montant a permis de former 317 personnes, et ce, en réalisant 28 activités de formation.

Cette année, le Collectif en formation agricole a développé des partenariats et a touché à plusieurs domaines tels que le secteur ovin, la détresse psychologique, la production de camerises et d'aronias, l'application à forfait de pesticides, l'entreposage des grains, la mise en conserve de petits fruits, l'acériculture, les interventions auprès des pouvoirs municipaux et le lait biologique, notamment. ✕

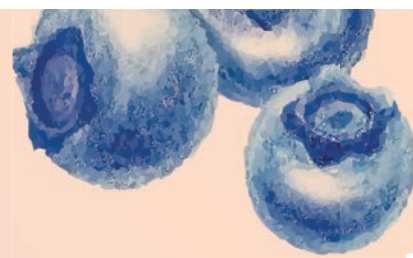
PRÉVENTION

BAS-SAINT-LAURENT

SÉCURIJOUR 2015 : UN SUCCÈS SUR TOUTE LA LIGNE

Les samedis 15 août, 12 et 19 septembre 2015, la Fédération de l'UPA du Bas-Saint-Laurent et ses principaux collaborateurs ont tenu des journées de prévention Sécurijour destinées aux enfants des producteurs agricoles. Ces activités se sont déroulées à Saint-Arsène, à La Pocatière et à Mont-Joli. Elles ont permis d'informer des jeunes de 8 à 12 ans sur la sécurité à la ferme grâce à huit ateliers interactifs et amusants. Au total, 111 enfants ont appris à reconnaître les dangers réels à la ferme et découvert les moyens dont ils disposent pour assurer leur propre sécurité et celle de leurs amis qui les visitent. ✕

UNE COMMUNAUTÉ OÙ S'INVESTIR



L'AGRICULTURE,
JUSQU'À L'ÉCOLE!

SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

DES FÊTES GOURMANDES AUX ÉCOLES

Afin de favoriser l'achat local, les Fêtes gourmandes du Saguenay-Lac-Saint-Jean annoncent la mise sur pied d'ateliers éducatifs qui seront offerts aux élèves des 5^e et 6^e années du primaire de la Commission scolaire du Lac-Saint-Jean.

Par cette démarche, on souhaite sensibiliser les jeunes à l'achat de produits agroalimentaires de proximité, les amener à poser un geste de solidarité envers les producteurs agricoles et les transformateurs d'ici et parler de ce qui se fait en région.

Cet ambitieux projet est rendu possible grâce à l'engagement soutenu de la MRC de Lac-Saint-Jean-Est et aux divers partenaires financiers, dont la Caisse populaire Desjardins d'Alma, Nutrinor, la Fédération de l'UPA du Saguenay-Lac-Saint-Jean, Légunord, Agrinova ainsi que le Regroupement des producteurs horticoles et le syndicat local de Lac-Saint-Jean-Est. D'autres partenaires apportent également une contribution selon leur champ de compétence respectif. ✕



Les élèves de l'école Maria de Delisle ont apprécié l'atelier sur l'achat de proximité.

CHAUDIÈRE-APPALACHES

8 000 \$ EN DENRÉES À MOISSON BEAUCE

Les producteurs agricoles de la Chaudière-Appalaches ont remis plus de 8 000 \$ en denrées diverses à la banque alimentaire Moisson Beauce. Ces dons garniront les paniers de Noël distribués dans la région.

Un montant de 6 583 \$ a permis d'acheter 2 194 livres de bœuf haché. Les syndicats de Beauce-Sartigan, d'Érabeauce, de Robert-Cliche, des Etchemins, des Appalaches, de La Nouvelle-Beauce et de Dorchester ont amassé un total de 4 083 \$, auquel la fédération régionale a ajouté 2 500 \$. Soulignons par ailleurs la généreuse contribution de l'Abattoir Cliche d'East Broughton, qui a offert sa viande à très bas prix.

D'autres groupes ont participé à la collecte : le Syndicat des producteurs d'œufs de l'Est-du-Québec (150 \$ en œufs), les Éleveurs de volailles de l'Est-du-Québec (1 250 \$ en dindons et en pilons de poulet) et les Producteurs de lait de Chaudière-Appalaches-Sud (1 500 \$ de lait). ✕



Du bœuf, du lait, des œufs et autres denrées iront garnir les paniers de Noël distribués dans la région.

CENTRE-DU-QUÉBEC

UNE ORGANISATION QUI RAYONNE

C'est connu, les producteurs agricoles sont des gens solidaires, engagés et généreux. Mais qu'en est-il de leur organisation? La Fédération de l'UPA du Centre-du-Québec a dressé son bilan social en mettant en commun ses multiples engagements et ceux des syndicats locaux et spécialisés.

Il est impressionnant de constater que les sept syndicats locaux ont injecté plus de 38 000 \$ en partenariats et commandites de toutes sortes, un investissement qui se traduit par un rayonnement vaste et très diversifié. Les syndicats spécialisés, pour leur part, ont retourné dans le milieu un montant approchant les 55 000 \$, surtout sous forme de dons de produits alimentaires offerts aux cuisines collectives, aux organismes d'aide alimentaire et aux centres d'hébergement. Quant à la fédération régionale, elle a retourné quelque 60 000 \$ dans le milieu. Grâce à ces investissements, les producteurs font entendre leur voix, nos produits sont mieux connus des consommateurs et l'agriculture régionale est bien représentée. ✕

AU-DELÀ DES CHIFFRES

LE CANADA DOIT REVOIR SA STRATÉGIE COMMERCIALE

CHARLES-FÉLIX ROSS, ÉCONOMISTE EN CHEF
DIRECTION RECHERCHES ET POLITIQUES AGRICOLES

Si la tendance se maintient, le Canada devrait enregistrer en 2015 son plus important déficit commercial des 23 dernières années. Évalué à 11,9 G\$ le 1^{er} octobre 2015, celui-ci atteint des sommets inégalés, alors que le pays affichait auparavant des excédents annuels de plus de 43 G\$.

La position commerciale du Canada s'avère d'autant plus préoccupante qu'elle est très vulnérable aux prix des produits énergétiques. Ceux-ci représentent à eux seuls près de 20 % de la valeur annuelle des exportations canadiennes (tableau 1). La baisse des cours du pétrole contribue à creuser davantage le déficit.

Ce poids démesuré des produits énergétiques a également contribué au déclin du secteur manufacturier en gonflant à bloc le dollar canadien lorsque les prix du pétrole étaient élevés. Depuis la récession de 2008, ce secteur a perdu 185 000 emplois, soit plus d'un emploi sur dix¹.

Encore aujourd'hui, la surreprésentation des produits énergétiques joue en défaveur du Canada. Elle est responsable, en raison de la baisse des prix du pétrole, de la dépréciation du dollar canadien et, par ricochet, de la hausse du coût des importations.

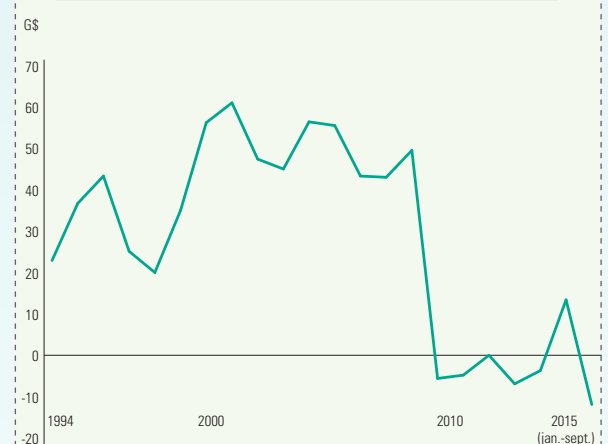
Entre 1989 et 2008, le gouvernement canadien a conclu cinq accords de libre-échange sans que cela nuise à sa position commerciale. Depuis 2009, 10 accords ont été signés et 10 autres sont en cours de négociation. Étant donné que notre balance commerciale se dégrade et manque de robustesse, nous pouvons nous demander si l'empressement du pays à ouvrir ses marchés et à négocier de tels accords constitue une bonne stratégie. Les concessions consenties par le Canada, dans le cadre des accords de libre-échange avec l'Europe et les pays du Partenariat transpacifique (PTP), notamment dans les secteurs sous gestion de l'offre et de l'automobile, n'amélioreront pas la situation.

Le Canada doit revoir sa stratégie commerciale et se donner une approche plus globale qui ne vise pas exclusivement l'ouverture des marchés par la conclusion d'ententes de libre-échange, mais qui consiste en premier lieu à consolider et à développer l'économie du pays. ✕

À SURVEILLER : L'ACCORD SUR LE COMMERCE INTÉRIEUR

En août 2014, les premiers ministres provinciaux et territoriaux du Canada ont entrepris un renouvellement en profondeur de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI). Depuis son entrée en vigueur en 1995, plusieurs modifications y ont été apportées à différents chapitres. Cette fois, les ministres souhaitent ajuster le texte afin d'assurer une plus grande cohérence entre l'ACI et les récents accords de commerce international. Les négociations devraient être finalisées d'ici mars 2016. L'ACI est un accord intergouvernemental par lequel les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ont convenu de réduire et d'éliminer les obstacles à la libre circulation des personnes, des produits, des services et des investissements à l'intérieur du Canada. Il couvre notamment les produits agricoles et alimentaires. ✕

BALANCE COMMERCIALE DE MARCHANDISES DU CANADA



Le Canada se dirige vers le plus grand déficit commercial des 23 dernières années.

Tableau 1 – Exportations et importations de marchandises, Canada, janvier à septembre 2015

	Exportations (M\$)	Importations (M\$)	Balance commerciale (M\$)
Total	389 711	401 633	-11 922
Produits agricoles et de la pêche et produits intermédiaires des aliments	23 460	12 258	11 202
Produits énergétiques	73 734	25 011	48 723
Biens de consommation	48 988	86 664	-37 676
Autres industries	243 529	277 700	-34 171

1. STATISTIQUE CANADA, Tableau 228-0059 – [En ligne : 1^{er} octobre 2015]

À VOTRE SERVICE!

STRATÉGIES POUR RÉDUIRE VOS IMPÔTS

MARC ST-ROCH, CPA, CA, M. FISC.

RÉSEAU DES SERVICES DE COMPTABILITÉ ET FISCALITÉ DE L'UPA

Toute personne qui exploite une entreprise agricole devrait, au début du mois de décembre, évaluer les résultats de l'année et, le cas échéant, envisager des investissements et des dépenses avant la fin de celle-ci afin de réduire son fardeau fiscal.

L'utilisation de la comptabilité de caisse aux fins de l'impôt permet certains choix avantageux. Cela donne notamment la possibilité d'anticiper les paiements à venir auprès de fournisseurs, d'effectuer certaines dépenses avant la fin de l'année ou encore, de reporter certains revenus à l'exercice financier suivant.

De plus, en cours d'année, si la situation s'y prête, il pourrait être avantageux d'acquérir immédiatement de l'équipement ou de la machinerie, pourvu qu'ils puissent être utilisés avant la fin d'année afin de profiter de la dépense d'amortissement fiscal.

On pourrait également penser à diminuer le revenu du propriétaire de l'entreprise en partageant celui-ci entre les membres actifs d'une même famille par le paiement de salaires aux enfants, en fonction des heures travaillées. On pourrait aussi procéder à la formation d'une société en nom collectif (SENC) pour partager les profits et en venir à multiplier la déduction pour gains en capital, qui peut atteindre 1 M\$ par individu.

En outre, il faut tenir compte de la situation fiscale personnelle du propriétaire de l'exploitation pour établir son niveau de revenu familial, soit celui des deux conjoints. Un revenu familial dépassant un certain seuil peut vous empêcher de bénéficier au maximum des programmes sociaux suivants :

- › prestations fiscales canadiennes pour enfants;
- › allocations familiales;
- › primes au travail;
- › crédit de TPS;
- › crédit d'impôt pour solidarité;
- › admissibilité des enfants au programme de prêts et bourses.

De plus, un revenu plus élevé peut faire augmenter les contributions à verser à certains régimes gouvernementaux comme l'assurance médicaments, le Fonds des services de santé, le Régime québécois d'assurance parentale et le Régime des rentes du Québec.

Une cotisation au régime enregistré d'épargne retraite (REER) peut être considérée pour diminuer le niveau de revenu familial. Celle-ci devra être faite au plus tard dans les 60 jours suivant la fin de l'année (29 février 2016) pour avoir droit à la déduction en 2015. Cela permet de réduire les impôts en plus d'accroître les avantages des programmes sociaux, ce qui peut donner un retour de plus de 100 % sur cet investissement. De plus, une cotisation à un REER du Fonds de solidarité FTQ donne droit à un crédit d'impôt supplémentaire égal à 25 % de la contribution et à 30 % dans le cas d'une contribution au Fondation CSN.

Finalement, d'autres paiements pouvant diminuer l'impôt à acquitter tels les dons de charité, les frais de garde d'enfants et les frais médicaux doivent avoir été effectués avant le 1^{er} janvier 2016 pour qu'ils puissent être considérés dans le calcul de l'impôt de 2015.

Comme chaque situation est particulière, il peut être opportun de prendre rendez-vous avec votre conseiller pour élaborer les stratégies qui seront les plus profitables pour votre entreprise. ✕

QUESTIONS JUDICIEUSES SUR LES REVENUS ET DÉPENSES DE L'ENTREPRISE :

- › Quels sont les comptes fournisseurs qui pourraient être payés avant la fin de l'exercice financier?
- › Quelles sont les dépenses de l'entreprise qui pourraient être payées avant la fin de l'exercice financier, même si elles sont engagées pour des travaux ou activités qui auront lieu l'année suivante?
- › Quels sont les revenus agricoles réalisés cette année, mais dont l'encaissement pourrait être reporté à l'exercice financier suivant?
- › Quels sont les investissements en équipement, machinerie et autres prévus pour l'exercice financier suivant qui pourraient être devancés avant la fin d'année, afin de profiter immédiatement de l'amortissement fiscal ainsi que du crédit d'impôt à l'investissement?



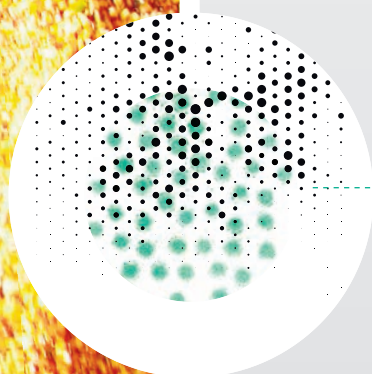
IL POURRAIT ÊTRE POSSIBLE D'ACQUÉRIR IMMÉDIATEMENT DE L'ÉQUIPEMENT OU DE LA MACHINERIE, POURVU QU'ILS PUISSENT ÊTRE UTILISÉS AVANT LA FIN D'ANNÉE.



SILO À GRAINS = DANGER

SERVICE DE PRÉVENTION

Depuis 2000, une dizaine de cas d'ensevelissement sous les grains ont été recensés au Québec. Pourtant, il existe des moyens simples pour éviter ce genre d'accident. En 2016, l'Union des producteurs agricoles et la CSST désirent mieux informer les producteurs et les travailleurs au sujet des différents risques concernant les silos à grains. ✕



Si un grand nombre d'accidents surviennent à l'intérieur des silos à grains, certains se produisent aussi dans des voitures à grains.

LES PRINCIPAUX DANGERS LIÉS AUX SILOS À GRAINS

1. Pièces en mouvement

La vis balai, ou vis de plancher, cause la plupart des blessures. Chaque année, plusieurs personnes se font amputer un membre à la suite d'un contact avec cet équipement très dangereux. Il est conseillé :

- › de toujours arrêter la vis balai et de cadenasser la source d'alimentation électrique de cet équipement avant d'entrer dans un silo;
- › de voir à ce que les protecteurs sur les ouvertures dans le plancher du silo et sur les systèmes d'entraînement des vis de plancher soient en place.

2. Chutes

Les activités effectuées dans les silos exigent évidemment de travailler en hauteur. Il faut donc installer un câble d'assurance aux échelles fixes et y attacher le harnais de sécurité que le travailleur doit toujours porter lors de la montée et quand il réalise des tâches en hauteur.

3. Ensevelissement

Dans cette catégorie de risques, il y a deux principales causes :

- › Les grains en mouvement

Dès qu'une vis de vidange est en fonction ou qu'une trappe du silo est ouverte, les grains deviennent de véritables sables mouvants. Une personne qui s'enfonce à la hauteur des genoux ne peut pratiquement pas s'en sortir;

- › L'agglomération des grains

Pour différentes raisons, les grains peuvent s'agglutiner et former un pont ou une colonne sur la paroi du silo. L'écroulement de ce pont ou de cette colonne met à risque le travailleur, qui peut mourir sous les grains.

Les ensevelissements peuvent se produire aussi dans d'autres endroits comme les voitures à grains.

Pour prévenir les accidents

Privilégier le travail de l'extérieur de la structure est un excellent moyen d'éviter l'entrée dans un silo. Si cela n'est pas possible, il est obligatoire de respecter le Règlement sur la santé et la sécurité du travail; sinon, l'entrée est interdite.

Pour les silos à grains, la procédure d'entrée doit inclure :

- › le cadenassage, afin d'assurer l'immobilisation des pièces en mouvement et des grains;
- › le port d'un harnais de sécurité attaché à une corde d'assurance aussi courte que possible;
- › la surveillance du travailleur avec des moyens de communication efficaces.

Pour en savoir plus, participez aux ateliers de prévention organisés par les fédérations régionales de l'UPA en 2016. ✕

ÇA SE PASSE CHEZ VOUS

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

CONTRÔLE DES POPULATIONS DE GRUES DU CANADA

Pour la première fois cette année, la Fédération de l'UPA d'Abitibi-Témiscamingue a réalisé des activités d'effarouchement de la grue du Canada dans le cadre d'un projet pilote financé par le Conseil pour le développement de l'agriculture du Québec. Afin de faciliter la mise en place du projet et de réduire les coûts, les activités ont été concentrées dans deux secteurs : Nédélec au Témiscamingue et Roquemaure en Abitibi-Ouest. Le choix des secteurs tenait compte de la présence des grues ainsi que de la proximité des producteurs et des effaroucheurs intéressés.

Pour chaque secteur, un effaroucheur était responsable de tester une méthode distincte : un pistolet à effaroucher avec des cartouches sonores pour le secteur de Nédélec et des chiens de troupeau pour Roquemaure. Les activités se sont déroulées principalement en septembre et couvraient six entreprises agricoles.

De manière générale, les producteurs qui ont bénéficié du service se sont montrés satisfaits, mais ils ont souligné que l'effarouchement peut aussi amener les grues à se poser dans d'autres cultures. Cette observation a été confirmée par les effaroucheurs, qui devaient se déplacer fréquemment entre les champs pour suivre les grues qui faisaient preuve de ténacité et revenaient sur les lieux après quelques heures. Pour être efficace, l'effarouchement des grues devrait donc être réalisé en continu et de manière concentrée sur un territoire donné.

En parallèle, la Fédération régionale des chasseurs et pêcheurs de l'Abitibi-Témiscamingue a sollicité l'appui de la fédération régionale pour une demande de projet de chasse expérimentale de la grue du Canada auprès du Service canadien de la faune. La Fédération est d'avis qu'un tel projet permettrait de contrôler les populations présentes dans les champs et, ainsi, réduire les inconvénients occasionnés aux producteurs. En conséquence, lors du conseil d'administration du 27 août 2015, il a été décidé à l'unanimité d'appuyer la démarche de la Fédération régionale des chasseurs et pêcheurs de l'Abitibi-Témiscamingue. ✕



LA FÉDÉRATION ACCUEILLE LE COLLECTIF RÉGIONAL EN FORMATION AGRICOLE

À la suite des travaux d'optimisation du Plan de soutien à la formation agricole (PSFA), la répondante en formation agricole pour l'Abitibi-Témiscamingue et le Nord-du-Québec travaille maintenant dans les bureaux régionaux de l'UPA. C'est au printemps dernier que la Commission scolaire du Lac-Témiscamingue a transféré la gestion du PSFA à la fédération régionale.

L'intégration de la ressource dans les bureaux de l'UPA permet de maintenir un lien plus direct avec les producteurs, de mieux cerner leurs besoins et d'offrir un emploi à l'année en complétant les tâches avec des dossiers connexes. Le plan d'action du Collectif a été adopté à son conseil d'administration du 28 septembre et l'offre de formation est en préparation. Divers partenaires collaborent au choix des activités ou à leur financement (MAPAQ, Réseau Agriconseils, Emploi-Québec, etc.). Plusieurs formations sont prévues au cours des prochains mois. Pour toute information, communiquez avec Catherine Robert-Guertin, répondante en formation agricole, au 819 762-0833, poste 316, ou à crobert-guertin@upa.qc.ca. ✕

MONTÉRÉGIE

LA COMPÉTENCE, ÇA SE CULTIVE!

Afin d'exercer efficacement leur rôle, les administrateurs de la Montérégie ont ciblé leurs besoins de formation pour la prochaine année. Une quinzaine d'ateliers seront offerts en 2016 aux membres des syndicats et du conseil d'administration de la fédération régionale. Ceux-ci porteront entre autres sur le lobbying auprès des pouvoirs municipaux, l'introduction aux médias sociaux, le plan de développement de la zone agricole et la fiscalité municipale.

INSCRIPTION DES FERMES AUX PORTES OUVERTES 2016

La prochaine édition des Portes ouvertes sur les fermes du Québec aura lieu le dimanche 11 septembre 2016, de 10 h à 16 h. Les producteurs de la Montérégie désirant s'inscrire à cet événement doivent contacter Chantal Legault, conseillère aux communications à la Fédération de l'UPA de la Montérégie, au 450 454-5115 ou au 450 774-9154, poste 6233, ou encore par courriel à clegault@upa.qc.ca. ✕

DÎNERS-CAUSERIES SUR L'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE

Deux dîners-causeries intitulés Démarrer sa propre entreprise, du rêve à la réalité se sont tenus en novembre. La Relève agricole de Lanaudière a apporté sa contribution à l'organisation de cet événement, une initiative du Cégep de Joliette.

La quarantaine de participants a pu découvrir les parcours de relèves dans des domaines aussi variés que les paniers maraîchers, le miel, le lait, les œufs, les céréales biologiques et le service-conseil agricole. Les témoignages soulignaient notamment les étapes pour concrétiser les projets d'entreprise, les bons et les moins bons coups, et les conseils d'amis. Les « partenaires d'affaires », dont la Financière agricole et la Relève agricole de Lanaudière, ont aussi pu présenter leur rôle et leurs services. ✕

PREMIER COLLOQUE DES AGRICULTRICES

Une cinquantaine de personnes ont participé au premier colloque régional des Agricultrices de Lanaudière le 11 novembre dernier. Ce sont des hommes et des femmes impliqués et qui ont à cœur l'atteinte d'un meilleur équilibre humain dans le monde agricole qui ont pris part à l'événement.

La journée se voulait une rencontre d'information et d'échanges sur les besoins et préoccupations de l'heure dans le monde agricole. La présidente du Conseil du statut de la femme, Julie Miville-Dechéne, a présenté la réalité des agricultrices québécoises. Plusieurs panellistes ont par la suite discuté des défis et enjeux de la relève féminine, de la conciliation travail-famille-études et de la place des agricultrices dans la vie démocratique. ✕

SÉJOUR EXPLORATOIRE AGROALIMENTAIRE DANS LA MRC D'AUTRAY

Depuis 25 ans, *Place aux jeunes* facilite la migration et le maintien des diplômés de 18 à 35 ans en région. Cette année, l'agriculture était au premier plan lors du séjour exploratoire tenu dans la MRC D'Autray du 27 au 29 novembre derniers.

Le programme proposait à la dizaine de jeunes diplômés plusieurs visites d'entreprises agricoles de la région. Les activités ont aussi permis d'échanger sur le parcours, les ressources et le réseau d'affaires des producteurs agricoles et des élus municipaux.

En plus de présenter les rôles et services de leur organisation respective, la fédération régionale et la Relève agricole de Lanaudière étaient sur place pour dresser un portrait de l'agriculture de la région et du rôle de l'UPA. On a également profité de l'occasion pour expliquer certains outils d'aménagement du territoire, notamment le concept de banque de terres. ✕

UN COLLOQUE DE GESTION À NE PAS MANQUER

Le 20 janvier prochain se tiendra la 23^e édition du colloque de gestion du Groupe conseil agricole de Lanaudière. Plus que jamais, les entrepreneurs agricoles doivent planifier et gérer pour réussir. Ne manquez pas cet incontournable rendez-vous annuel sur les différentes dimensions de la gestion.

Au programme : les défis économiques de la mondialisation, une initiation aux grands principes de l'approche de gestion LEAN et de l'amélioration continue (système de production Toyota) et les éléments essentiels d'une convention entre actionnaires et associés.

Georges Brossard, entomologiste fondateur de l'Insectarium de Montréal, sera le motivateur de la journée et donnera une conférence intitulée La peur qui nous empêche de réussir. Réservez vos billets dès maintenant! Contactez Diane Redmond au 450 753-7486 ou au 1 800 363-1726, poste 222. ✕

BRUNCH ANNUEL EN TRANSFERT D'ENTREPRISES

Le brunch annuel en transfert d'entreprises, organisé par Lanaudière Économique – Transfert d'entreprises et la Relève agricole de Lanaudière, a eu lieu au Club de golf Montcalm le dimanche 29 novembre dernier.

Brigitte Morel, experte en stratégies de changement, a offert une conférence intitulée Grandir avec le changement, de la menace à l'opportunité. Comme chaque année depuis déjà 10 ans, cette activité est un incontournable permettant aux cédants et à la relève, en processus de transfert ou non, de venir chercher des outils pour optimiser leur vie d'entrepreneur et de gestionnaire d'entreprise. ✕

OFFRE DE FORMATION AGRICOLE 2016

L'offre de formation 2016 du Collectif de formation agricole de Lanaudière (CFAL) est maintenant disponible sur le site Web du Collectif au www.formationagricole.com. De plus, à la fin du mois de décembre, surveillez votre boîte aux lettres, puisque cette offre vous sera envoyée avec l'invitation aux journées régionales du MAPAQ. Le Collectif invite les producteurs à s'inscrire en grand nombre. Si vous avez des besoins de formation, n'hésitez pas à communiquer avec nous au 450 753-7486, poste 350. ✕



TOURNÉE D'AUTOMNE DES ÉLEVEURS DE PORCS

Lors de la tournée d'automne des Éleveurs de porcs du Québec (EPQ), les éleveurs mauriciens ont soulevé plusieurs préoccupations. Au premier chef, le déperissement des bâtiments et les difficultés que connaissent les jeunes de la relève à obtenir du financement garanti par le gouvernement. On demande d'ailleurs à ce que celui-ci prenne des mesures à ce sujet. Aussi, la production étant fortement intégrée dans la région, il y a eu beaucoup de discussions au sujet du contrat type d'élevage à forfait proposé par les EPQ.

André Auger a reçu un bel hommage pour son engagement en tant que président des Éleveurs de porcs de la Mauricie. M. Auger a été président de ce syndicat régional de 1997 à 2015, soit pendant plus de 18 ans. Une plaque honorifique et un chèque-cadeau lui ont été remis pour souligner tout le travail qu'il a accompli au cours de ces années. ✕

DERNIÈRE CHANCE DE MONTRER VOTRE FIERTÉ

La campagne Nos producteurs s'affichent!, vous connaissez? Lancée à l'été 2013, celle-ci vise à faire connaître le monde agricole à l'ensemble de la population, ainsi qu'à renforcer le sentiment d'appartenance des producteurs envers leur organisation. Cette campagne se terminera à la fin de l'année, mais il est encore possible de commander votre affiche (4 pi x 8 pi) personnalisée, pour la modique somme de 100 \$.

Les entreprises participantes sont localisées sur une carte interactive. En cliquant sur chacune d'entre elles, on a accès à une fiche descriptive. Cette initiative est particulièrement intéressante pour les agriculteurs qui vendent leurs produits à la ferme : l'important achalandage sur le site Web de la campagne en fait une vitrine exceptionnelle.

Si, comme plus de 80 producteurs de la région, vous désirez proclamer fièrement L'UPA Mauricie, c'est moi!, commandez rapidement votre affiche afin qu'elle soit prête pour la belle saison en communiquant avec Jean-Sébastien Dubé au 819 378-4033, poste 295. C'est votre ultime chance. Faites vite! ✕



Faites comme Suzie Monaghan et Martin Marcouiller : affichez fièrement votre appartenance à l'UPA de la Mauricie.

UN RÉSEAU DE FERMES TÉMOINS S'INSTALLE ICI

Un réseau de fermes témoins, une idée développée en France, est en voie de se déployer en Mauricie. De quoi parle-t-on? De producteurs et de productrices qui acceptent de partager leur savoir et leur expertise dans un éventail de pratiques agroenvironnementales. L'objectif premier est de faciliter les échanges avec des agriculteurs ayant développé des systèmes de production variés, et intégré de bonnes pratiques.

Concrètement, à la suite d'une rencontre avec les producteurs, nous produisons une fiche technique comportant un descriptif de l'exploitation et les pratiques mises en place. Cette fiche géoréférencée sera rendue publique au www.upacestmoi.ca. Puis, selon ses disponibilités et ses préférences, l'entreprise participante établira son niveau d'engagement : par exemple, elle pourra choisir de recevoir des appels téléphoniques, des visiteurs ou des groupes organisés, de participer à un événement médiatique, d'agir comme conférencière, etc. D'ici la fin de l'année, nous comptons regrouper 25 fermes dans ce réseau. ✕



JOURNÉE GRANDES CULTURES

L'édition 2015 de la Journée grandes cultures se déroulera le 17 décembre prochain au Club de golf Métabéroutin à Trois-Rivières. Cette journée vise à favoriser les rencontres et les échanges entre les producteurs céréaliers de la région et les intervenants du milieu.

La journée commencera par la traditionnelle présentation des perspectives des marchés. Par la suite, les conférenciers traiteront de sujets reliés à l'agriculture de précision, notamment l'utilisation des cartes de rendement, et des divers aspects techniques des équipements. Finalement, les enjeux de la santé des sols, des cultures intercalaires et du transfert de ferme seront abordés.

Pour les détails de cet événement ou pour vous inscrire, consultez le www.mauricie.upa.qc.ca/jgc ou téléphonez au 819 378-4033, poste 245. ✕

LA PROGRAMMATION DES AGRI-DÎNERS EST DÉVOILÉE

La programmation de la nouvelle saison des Agri-dîners est enfin arrivée. De décembre à janvier prochain, trois formations fort captivantes seront offertes.

Le 8 décembre, le cours *Fiscalité lors d'un transfert* vous informera sur les différentes situations possibles et les impacts pour vous et la relève de l'entreprise. Ensuite, le 15 décembre, la formation *Un cours d'eau, c'est vivant* permettra d'en apprendre plus sur le comportement des cours d'eau. Finalement, en janvier 2016, vous pourrez mieux comprendre et identifier vos besoins en matière de couverture d'assurances grâce à la formation *Le monde de l'assurance de la ferme*.

Tous ces ateliers sont d'une durée de 4 heures (de 10 h à 15 h) et comprennent une pause d'une heure pour le dîner. Le coût est de seulement 15 \$, incluant le dîner. Vous pouvez vous inscrire au www.mauricie.upa.qc.ca/agridiner ou par téléphone au 819 378-4033, poste 221. ✕

RETOUR SUR L'ASSEMBLÉE ANNUELLE

Quelque 82 délégués et une vingtaine d'invités ont pris part aux assises annuelles de la Fédération le 28 octobre. Douze résolutions ont été adoptées, dont plusieurs portaient sur l'aménagement et la protection du territoire agricole. Le président, Jean-Luc Leclair, a insisté sur les efforts investis actuellement à la Fédération pour dynamiser notre vie syndicale. Il a parlé entre autres du nouveau comité de vigilance syndicale. Pour sa part, le deuxième vice-président provincial, Martin Caron, a fait un tour d'horizon des dossiers provinciaux. Sur l'heure du lunch, les dirigeants ont rencontré les médias pour aborder davantage les enjeux régionaux. Cet échange avec les journalistes est toujours un moment apprécié de part et d'autre puisqu'il permet de mettre l'agriculture à l'avant-plan dans l'espace public. ✕



NOUVEAU CONSEIL EXÉCUTIF

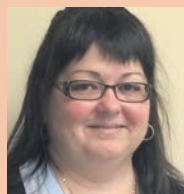
En marge de l'assemblée générale annuelle, le conseil d'administration de la Fédération s'est réuni afin de procéder à la nomination de trois membres du conseil exécutif, complétant ainsi l'équipe des premiers officiers. Félicitations à Mario Proulx, qui poursuit son mandat, et à Lysianne Vincent et J.-Alain Laroche, qui accèdent à l'exécutif. Nous transmettons nos sincères remerciements à Yves Côté et à Yves Gatien pour leur contribution au cours des dernières années. ✕



Mario Proulx, membre exécutif, Daniel Habel, vice-président, Lysianne Vincent, membre exécutif, Jean-Luc Leclair, président, et J.-Alain Laroche, membre exécutif.

NOUVELLES EMPLOYÉES

Nous sommes heureux d'annoncer l'arrivée d'une nouvelle technicienne en administration au sein du service de comptabilité. Guylaine Lacouture possède un diplôme d'études collégiales – option finance du cégep de Sorel-Tracy.



Nous soulignons également la venue d'une nouvelle comptable au sein du service de comptabilité. Joanie Boisvert, CPA auditrice, CGA, détient un baccalauréat en sciences comptables de l'Université du Québec à Trois-Rivières. Elle est membre de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec. ✕



JOURNÉE DES SPÉCIALITÉS

Le 22 octobre étaient conviés les représentants des groupes spécialisés du Centre-du-Québec. Les représentants de la Table des ressources en aide alimentaire du Centre-du-Québec (TRAACQ) y ont présenté leur organisation. On a également parlé de l'opération À la rencontre des producteurs, qui s'avère un succès dans la mesure où tous les administrateurs y contribuent. Le point a aussi été fait sur l'activité portes ouvertes. Encore une fois, la contribution de tous est requise pour assurer le succès de l'événement. La place des spécialités autour des tables des syndicats locaux et de la Fédération a également donné lieu à de beaux échanges. Les groupes ont été invités à réfléchir sur la place qu'ils souhaitent occuper dans les syndicats locaux. Finalement, les participants ont pu faire une incursion dans le monde de la distribution alimentaire. ✕

VIGILANCE SYNDICALE

Il y a près de trois ans, notre fédération arrimait son territoire à celui de la région administrative du Centre-du-Québec. Aujourd'hui, où en sommes-nous sur le plan du dynamisme syndical? Avons-nous réussi à rendre plus performantes nos instances, à utiliser de façon plus efficace nos outils internes et, surtout, nous sommes-nous rapprochés de nos producteurs?

À l'hiver 2013-2014, une tournée des conseils d'administration (CA) des syndicats locaux a été réalisée pour permettre aux administrateurs de s'approprier leurs rôles et leurs fonctions. Durant l'hiver 2014-2015, les administrateurs de la Fédération de l'UPA du Centre-du-Québec et des sept syndicats locaux ont réalisé une auto-évaluation de leur fonctionnement.

Trois grandes préoccupations ont été ciblées : les communications, le perfectionnement des élus et les comités de travail.

Les résultats n'ont pas tardé. Le CA vient tout juste d'adopter une réforme en profondeur des comités de la Fédération. On a donc aboli les comités permanents de mise en marché et de main-d'œuvre, remplacé le comité des finances par un comité de vérification et restructuré le comité de vie syndicale, qui portera le nom de vigilance syndicale et qui sera dirigé par le président de la fédération régionale.

Il appartient maintenant aux syndicats locaux de réfléchir aux ajustements nécessaires, et ce, dans le but d'améliorer la dynamique syndicale. ✕

VOS BÂTIMENTS ET LES NOUVELLES NORMES

Le 17 juin dernier, les Éleveurs de porcs de l'Estrie ont tenu une séance d'information concernant l'agrandissement d'une porcherie sans augmentation du nombre d'unités animales, le tout en concordance avec les nouvelles normes de bien-être animal. Plus de 40 éleveurs y ont participé. Lors de la séance, on a rappelé qu'il est important de planifier non seulement l'aspect physique de l'agrandissement de la porcherie, mais aussi les aspects touchant à la cohabitation et à la réglementation. Pour de plus amples informations, contactez François Thomas, responsable de l'aménagement à la Fédération de l'UPA-Estrie, au 819 346-8905. ✕



LE MAPAQ À LAC-MÉGANTIC

Lors de l'assemblée générale annuelle du Syndicat local du Granit, on a discuté de la profonde mutation que subit l'offre de services agricoles sur le territoire et du fait qu'on craint la fermeture du Centre de services agricoles de Lac-Mégantic (MAPAQ).

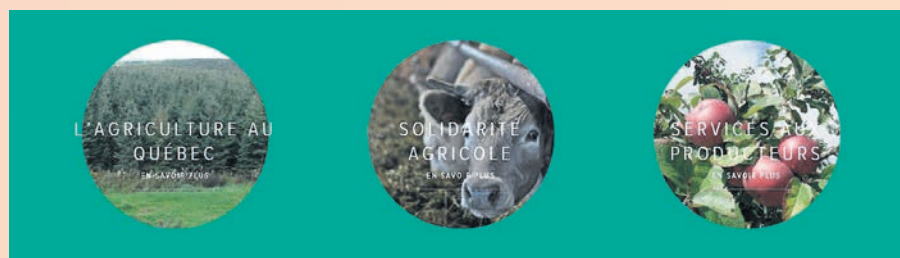
Des démarches ont été entreprises auprès de Ghislain Bolduc, député provincial de Mégantic, de la Direction régionale du MAPAQ, des municipalités du territoire, de la MRC du Granit et des divers partenaires agricoles, afin de maintenir les activités de ce centre de services et d'assurer que les services agronomiques et administratifs y soient offerts de manière efficiente. N'hésitez pas à nous communiquer toute information pertinente qui aiderait le syndicat local et la Fédération de l'UPA-Estrie à intervenir dans ce dossier. ✕

UN NOUVEAU SITE WEB

Pour clore en beauté l'année du renouvellement de l'image de marque de l'Union, la Fédération de l'UPA-Estrie a fait subir une cure de rajeunissement à son site Web. En visitant le www.estrie.upa.qc.ca, vous pourrez suivre les actualités concernant l'organisation, trouver les coordonnées de vos administrateurs ou des permanents, accéder à des informations pratiques pour la gestion de votre entreprise et plus encore.

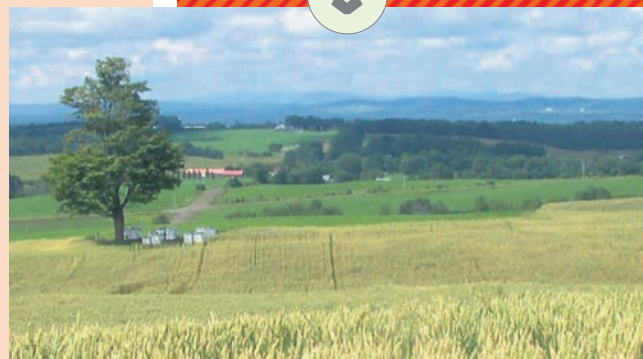
Les services offerts aux agriculteurs sont également faciles d'accès. Nous avons aussi placé quelques liens utiles au bas de la page d'accueil, notamment l'extranet des producteurs de lait, le Centre d'emploi agricole et le Collectif régional en formation agricole.

Nous vous invitons à y faire un tour et à nous faire part de vos commentaires à vmartin@upa.qc.ca. Vous pouvez également nous suivre sur Facebook et Twitter. ✕



JOURNÉE DE CONSERVATION DES RESSOURCES

Le 3 février 2016 aura lieu la Journée de conservation des ressources, grandes cultures et fourrages, au Pavillon Sévigny du Centre de recherche et de développement sur le bovin laitier et le porc de Lennoxville. Les conférences et les kiosques vous permettront d'en apprendre davantage sur les profils de sols, la rotation des cultures, les engrais verts et plus encore. Pour obtenir davantage d'information, communiquez avec le Club agroenvironnemental de l'Estrie au 819 820-8620, et composez le 0. ✕



INFOLETTRE DU COLLECTIF EN FORMATION

Saviez-vous que le Collectif en formation agricole de l'Estrie a une infolettre? Pour garder le contact, pour connaître les formations à venir et pour recevoir nos communications plus facilement, inscrivez-vous à notre infolettre sur le site www.formationagricole.ca. ✕



NOUVEAU SITE WEB

Grâce à son nouveau site Web, la Fédération de l'UPA d'Outaouais-Laurentides peut maintenant vous transmettre les informations agricoles régionales et locales, celles concernant les productions spécialisées, les services offerts aux producteurs par l'Union des producteurs agricoles et les coordonnées des personnes ressources. Les syndicats locaux peuvent y consulter des données et des caractéristiques sur l'agriculture locale, la carte du territoire desservi, certaines statistiques économiques et la composition des conseils d'administration. Le www.outaouais-laurentides.upa.qc.ca est un complément à la page Facebook de la Fédération, qui compte déjà quelques centaines de membres. Nous prenons le virage du Web et de la communauté virtuelle. Joignez-vous au mouvement! ✕



BRISEZ L'ISOLEMENT

Les statistiques démontrent la grande détresse vécue par de trop nombreux agriculteurs. Afin de soutenir ceux qui ont besoin d'aide, un groupe de producteurs de la région a travaillé d'arrache-pied afin de mettre en place Écoute Agricole des Laurentides. Grâce à son expertise en intervention sociale et psychologique, Meg Delisle a été choisie comme travailleuse de rang. Son rôle sera de soutenir les agriculteurs qui ont besoin d'aide.

En parallèle, un réseau de sentinelles sera mis sur pied : des producteurs et des employés seront formés pour reconnaître les signes de détresse psychologique et encourager les agriculteurs à solliciter de l'aide. On veut aussi sensibiliser les ressources en santé mentale existantes aux particularités du monde agricole.

Contactez Meg Delisle au 514 929-AGRO (2476), à travailleurang.eal@gmail.com ou au moyen de sa page Facebook @Meg Écoute-Agricole. ✕

RÉAL GAUTHIER, PRÉSIDENT DE NOVALAIT

Réal Gauthier, président des Producteurs de lait d'Outaouais-Laurentides et membre du comité exécutif des Producteurs de lait du Québec, a été nommé à la présidence du conseil d'administration de Novalait en octobre dernier. Cette entreprise est détenue à parts égales par les producteurs et les transformateurs laitiers, dont la mission est d'établir des partenariats et de soutenir des projets de recherche qui favorisent le développement de l'industrie laitière. ✕

CONSEILLER EN GESTION

Saviez-vous que les régions de l'Outaouais et des Laurentides sont de très loin celles où les agriculteurs ont le moins recours à un conseiller en gestion pour les appuyer dans leurs décisions d'entreprise?

Pour renverser la vapeur, la Fédération a embauché Luc De Grâce, un agronome bien connu dans la région. Il vient compléter l'équipe de professionnels du Service de comptabilité et fiscalité de l'UPA en offrant aux producteurs une approche multidimensionnelle de la gestion de leur exploitation. Ses services sont subventionnés jusqu'à hauteur de 75 % par les réseaux Agriconseils. ✕

UN CONCOURS, UNE VISITE À LA FERME

Le concours *Une journée à la ferme* a été présenté par la Fédération de l'UPA de la Chaudière-Appalaches dans cinq expositions agricoles de la région cet été.

Audrey Veilleux, de Cacouna, a été la gagnante à l'Exposition provinciale de Montmagny. Avec sa famille, l'étudiante a passé une journée à la ferme d'Hervé Dancause et Dominique Boucher, à Saint-Marcel.

De son côté, Sylvie Allaire, de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud, l'a emporté à l'Expo BBQ de Saint-Anselme. Avec sa jeune famille, elle a passé une journée à la ferme de Christian Lacasse et Sylvie Gendron, à Saint-Vallier. ✕



La famille Goupil-Allaire a pu visiter la ferme de Sylvie Gendron et Christian Lacasse.



La famille Veilleux-St-Pierre en compagnie de ses hôtes, Dominique Boucher et Hervé Dancause.

DES EFFORTS EN FORMATION RÉCOMPENSÉS

Lors de l'assemblée générale annuelle de la Fédération de l'UPA de la Chaudière-Appalaches tenue le jeudi 22 octobre dernier, Rémi Busque, de la Ferme Berlyngo à Saint-Simon-les-Mines, s'est vu remettre une bourse de 250 \$ pour ses efforts en formation.

M. Busque a terminé l'automne dernier une attestation d'études collégiales en gestion d'entreprise agricole offerte en ligne par le Cégep Beauce-Appalaches. M. Busque s'est distingué par ses excellents résultats.

Ce n'est pas sans efforts que M. Busque a réussi à concilier travail, études et famille. En effet, pendant sa formation, il a eu un enfant et, à un certain moment, il s'est vu confier l'entière responsabilité de la ferme alors que son père, à la tête de l'entreprise, se rétablissait d'une intervention chirurgicale. ✕



Paul Doyon, président de la Fédération de l'UPA de la Chaudière-Appalaches, Rémi Busque et Sandy Roy, répondante en formation agricole pour le Collectif régional en formation agricole de la Chaudière-Appalaches.

BRUNCH DU SYNDICAT LOCAL DE L'UPA LAC-SAINT-JEAN-EST

Le 29 novembre dernier a eu lieu le brunch du Syndicat local de Lac-Saint-Jean-Est, qui se tenait cette année à l'Hôtel Universel d'Alma. Une fois de plus, l'événement s'est avéré un franc succès. En plus d'être une activité sociale très prisée par les membres, le brunch constitue une source de financement pour le Syndicat. Merci aux organisateurs et à tous les participants. ✕

CHANGEMENTS À LA DIRECTION

Au cours de la dernière année, il y a eu du mouvement au sein de la direction de la Fédération de l'UPA du Saguenay—Lac-Saint-Jean. En janvier, à la suite du départ à la retraite de Denis Tremblay, Éric Rousseau est entré en fonction à titre de directeur régional.

En septembre, Lise Tremblay a accepté la direction du Service de la formation et de la vie syndicale en remplacement de Robert Savard, qui demeurera en poste comme adjoint à la direction encore quelques mois avant de prendre sa retraite.

Pour sa part, Nicolas Villeneuve assure la direction du Service de comptabilité et fiscalité depuis le mois de septembre. Il remplace Alain Couture, qui restera en poste en tant que CPA-CA afin de continuer à répondre aux besoins de sa clientèle. ✕

PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Les administrateurs et employés de la Fédération de l'UPA du Saguenay—Lac-Saint-Jean se sont réunis le 19 novembre dernier pour un lac-à-l'épaule afin d'entreprendre une démarche de planification stratégique. La Fédération voulait réfléchir sur ses façons de faire notamment, ses communications, son style de gestion, la participation des membres, etc. Cette démarche devenait nécessaire pour s'assurer que les services aux producteurs sont toujours adéquats. La Fédération fera un rapport des nouvelles orientations prises à la suite de cette réflexion au cours des prochaines mois. ✕

VIRAGE WEB

En 2015, la Fédération prend un grand virage Web. En effet, à l'automne 2014, nous avons entamé un processus d'appel d'offres auprès des concepteurs Web de la région. Le contrat a finalement été donné à une compagnie florissante de la ville d'Alma. Sur le site Internet, vous trouverez une foule de renseignements sur l'équipe et les responsables des dossiers, les syndicats locaux, les productions spécialisées, la documentation relative au milieu, les lois et règlements agricoles, la fédération régionale et plus encore. Les objectifs de ce virage Web sont d'avoir une plateforme interactive où il est facile de naviguer, de rendre accessible l'ensemble des informations aux productrices et producteurs et à la relève et, enfin, d'être un site de référence pour les gens du milieu. Visitez le www.upasaglac.ca. ✕



TOURNÉE D'INFORMATION SUR LE PTP

En septembre dernier, les Producteurs de lait du Saguenay—Lac-Saint-Jean ont tenu une rencontre d'information sur le prix du lait. Ils souhaitent répéter l'exercice au sujet du Partenariat transpacifique (PTP). Une tournée de déjeuners-causeries aura donc lieu au début du mois de décembre 2015. Les administrateurs rencontreront les producteurs pour leur donner les derniers détails sur le PTP. Ces rencontres se tiendront dans cinq municipalités du Saguenay—Lac-Saint-Jean, soit à Normandin, à Saint-Prime, à Alma, à Chicoutimi et à L'Anse-Saint-Jean. Malgré notre insatisfaction à l'égard de cette entente, il est important de transmettre l'information et de répondre aux questions des producteurs. ✕

LA RELÈVE AGRICOLE À VOS ÉCRANS!

La série télévisuelle *La Voie agricole* est de retour pour une troisième saison en janvier 2016. Réalisée dans le cadre du projet de mobilisation de la relève agricole, cette émission met de l'avant les jeunes producteurs, les transformateurs et les producteurs agricoles de toutes les régions de la Capitale-Nationale. De Portneuf à Charlevoix, en passant par Québec, l'Île-d'Orléans et la Côte-de-Beaupré, elle met en valeur le savoir-faire des gens du milieu dans différents secteurs d'activités agricoles. Parmi les sujets traités cette année, on trouve la ferme familiale, les terres agricoles en zone urbaine, la formation agricole, la restauration et la transformation ainsi que la médecine vétérinaire. Vous pouvez suivre l'équipe de production sur la page Facebook et le compte Twitter de *La Voie agricole*. Vous y trouverez des photos, des vidéos et des exclusivités pendant toute la saison. Au total, 12 émissions seront produites et diffusées à la Télévision d'ici, à la Télévision de Charlevoix-Ouest (TVCO) et à la télévision communautaire Vents et marées (TVCVM). Surveillez les nouvelles de la série, car plusieurs autres diffuseurs se joindront en cours d'année. Pour visionner la bande-annonce de la série, rendez-vous sur la page Facebook de l'émission. ✕



Tournage à la ferme familiale Fernand Boivin.

LES BONNES PRATIQUES EN AGROENVIRONNEMENT

Le 4 novembre dernier se tenait une journée Ateliers-causeries organisée par le Comité de bassin versant de Charlevoix-Montmorency, à Baie-Saint-Paul. Une soixantaine de personnes, parmi lesquelles plusieurs producteurs agricoles, se sont déplacées afin d'acquérir des informations relatives aux bonnes pratiques agroenvironnementales, mais également pour échanger sur des façons de faire. Le directeur de l'organisme, Jean Landry, s'est dit heureux de la tenue de cet événement et semblait motivé à organiser une journée similaire l'an prochain. ✕



Panel de producteurs agricoles.

NOUS SOMMES SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX!

La Fédération est maintenant en action sur les réseaux sociaux. Grâce à notre compte Twitter et à notre page Facebook, les internautes peuvent découvrir ce qui se passe dans la région, les actualités, les activités, les bons coups, des photos et bien plus encore. Nous invitons donc les intéressés à adhérer à chacune de nos pages. ✕

LE CENTRE D'EMPLOI EN TOURNÉE

Le Centre d'emploi agricole entamera très prochainement une tournée des conseils d'administration des syndicats locaux et des groupes spécialisés afin de promouvoir l'ensemble de ses services. Il sera question de recrutement et de placement de main-d'œuvre, de santé et de sécurité au travail, de services-conseils et d'accessibilité aux nouveaux outils en gestion des ressources humaines adaptés aux employeurs agricoles. ✕

COLLOQUE SUR LES CÉRÉALES À PAILLE ET LE CANOLA

Le prochain colloque *Céréales à paille et canola... Amener la rentabilité à la ferme* aura lieu le 7 janvier 2016, à compter de 9 h, à l'Hôtel Universel de Rivière-du-Loup. Pour sa 4^e édition, le thème choisi est « La fertilisation ». Plusieurs conférenciers chevronnés seront présents. Pour vous inscrire, consultez le www.bas-saint-laurent.upa.qc.ca. ✕

LA FISCALITÉ ET VOUS

Toute l'équipe du Service de comptabilité et fiscalité (SCF) est heureuse de vous convier à des conférences sur les récents développements en fiscalité agricole. Jusqu'à maintenant, deux dates sont fixées, soit les 18 et 19 janvier 2016, respectivement à La Pocatière et à Rivière-du-Loup. Inscrivez-vous dès maintenant auprès de Lise Theriault aux numéros suivants : 418 723-2424, 418 856-3044 ou 1 800 463-8001, ou par courriel à ltheriault@upa.qc.ca. ✕

4^e SEMAINE DE L'AGRICULTURE MATAPÉDIENNE

Organisée par le Syndicat de l'UPA de La Matapédia, la Semaine de l'agriculture matapédienne vise à valoriser le milieu entrepreneurial agricole. Cette année, l'activité se tiendra du 9 au 12 février et aura comme thème principal « L'humain au cœur du développement durable de l'agriculture ». Au programme : des formations, un brunch-conférence et un antigala du Groupe de relève agricole de la Vallée (GRAV). ✕

OPÉRATION GRANDE SÉDUCTION

Chaque année, Place aux jeunes Baie-des-Chaleurs/Les Plateaux et ses partenaires organise des séjours exploratoires dans le but d'inciter des jeunes diplômés postsecondaires, provenant de partout au Québec, à venir s'établir dans la région de la Baie-des-Chaleurs. Cette année, du 6 au 8 novembre, huit jeunes ont participé au premier séjour portant spécifiquement sur la thématique de l'agroalimentaire. La Fédération de l'UPA de la Gaspésie-Les Îles s'est associée au projet. Ainsi, de concert avec la Table de concertation bioalimentaire de la Gaspésie et le ministère québécois de l'Agriculture, la Fédération a travaillé avec les responsables pour sélectionner les participants, bâtir un programme qui reflète les forces de la région, et déterminer les fermes où auraient lieu les visites. Résultats : les jeunes sont repartis enthousiastes et complètement conquis par la région, avec des projets dans la tête et le cœur. Plusieurs ont même l'intention de venir s'y installer à titre de relève ou de nouvel entrepreneur. ✕

GAGNER. ON Y PREND GOÛT.



Le Ram 1500 EcoDiesel a l'habitude des victoires. Il a remporté le *Canadian Truck King Challenge*. Deux fois. Compte tenu de son moteur EcoDiesel de 3 L, ce n'est pas surprenant. Ce moteur offre la meilleure économie de carburant de sa catégorie, soit aussi peu que 8 L/100 km sur route*. Malgré cette faible consommation, il ne manque pas de puissance. Il offre, précisons-le, un couple de 420 lb-pi, le meilleur de sa catégorie¹, et une robuste capacité de remorquage de 4 082 kg (9 000 lb). Le Ram 1500 EcoDiesel. Il donne une tout autre signification à l'expression « gagnant-gagnant ».

LE RAM 1500 2016 **ECODIESEL** A REMPORTÉ LE PRIX DEUX ANNÉES DE SUITE

 **Canadian TRUCK KING Challenge**



FCA
FIAT CHRYSLER AUTOMOBILES

SERVICE DES PARCS DU CANADA

fleet.fcacanada.ca/fr 1 800 463-3600

* Selon le segment des gros camions tel que défini par *Automotive News*. Cotes de consommation sur route 2015 d'*ÉnerGuide*. Les méthodes d'essai du gouvernement du Canada ont été utilisées. Votre consommation de carburant réelle peut varier en fonction des habitudes de conduite et d'autres facteurs. Consommation de 11,3 L/100 km (25 mi/gal) en ville et de 8 L/100 km (35 mi/gal) sur route pour les modèles à haut rendement énergétique Ram 1500 Quad Cab 4X2 avec moteur V6 EcoDiesel de 3 L et transmission automatique à 8 vitesses. ¹Selon le segment des gros camions tel que défini par *Automotive News*. 420 lb-pi de couple à 2 000 tr/min.

AGRICARTE, AU SERVICE DE VOTRE CROISSANCE.



**AgriCarte est un outil de financement offert exclusivement
aux producteurs agricoles canadiens.**

UN PARTENARIAT QUI VOUS EN DONNE PLUS

À titre de membre de l'UPA, adhérer et utiliser AgriCarte, c'est faire collectivement croître vos bénéfices :

- ✓ Boni de 1 000 AgriPoints lors de votre adhésion;
- ✓ Retour financier annuel à l'UPA en fonction de l'utilisation par les membres.

DÉCOUVREZ COMMENT AGRICARTE PEUT TRAVAILLER POUR VOUS :

- ✓ Une carte, deux limites de crédit pour couvrir tous vos besoins ;
- ✓ Taux d'intérêt peu élevé et concurrentiel ;
- ✓ Multiples options de financement et termes flexibles ;
- ✓ Programme de récompenses AgriPoints.

**Pour en savoir plus ou pour y adhérer dès aujourd'hui,
visitez le agricarte.ca/upa.**

AgriCarte®



Desjardins
Entreprises

Coopérer pour créer l'avenir